

RAPPORT

DU CONSEIL DE LA FAO

Cent trente et unième session
Rome, 20 -25 novembre 2006



CONSEIL

(jusqu'au 31 décembre 2006)

Président indépendant du Conseil: Mohammad Saeid Noori Naeini

Algérie ²	Égypte ³	Oman ²
Allemagne ¹	El Salvador ³	Ouganda ¹
Angola ¹	Émirats arabes unis ²	Pakistan ³
Arabie saoudite ³	Érythrée ²	Panama ³
Arménie ¹	États-Unis d'Amérique ²	Pays-Bas ²
Australie ³	France ³	Pérou ¹
Bangladesh ¹	Inde ³	Philippines ¹
Bolivie ²	Indonésie ²	République de Corée ¹
Brésil ²	Iran (République islamique d') ¹	Roumanie ¹
Cameroun ^{2,4}	Italie ³	Royaume-Uni ³
Canada ²	Japon ³	Slovénie ²
Cap-Vert ²	Liban ³	Suède ³
Chili ¹	Madagascar ³	Thaïlande ¹
Chine ¹	Mali ²	Trinité-et-Tobago ²
Congo ¹	Malte ²	Zambie ³
Côte-d'Ivoire ³	Mexique ²	
Cuba ²	Nigéria ³	

¹ Mandat prenant fin le 31 décembre 2006.

² Mandat prenant fin à la fin de la trente-quatrième session de la Conférence (novembre 2007).

³ Mandat prenant fin le 31 décembre 2008.

⁴ Remplace la République démocratique du Congo jusqu'en novembre 2007.

CONSEIL

(à partir du 1^{er} janvier 2007)

Président indépendant du Conseil: Mohammad Saeid Noori Naeini

Afrique du Sud ³	Émirats arabes unis ¹	Mexique ¹
Algérie ¹	Érythrée ¹	Moldova ³
Allemagne ³	États-Unis d'Amérique ¹	Nigéria ²
Arabie saoudite ²	Éthiopie ³	Oman ¹
Australie ²	France ²	Pakistan ²
Bangladesh ³	Gabon ³	Panama ³
Bolivie ¹	Inde ²	Pays-Bas ¹
Brésil ¹	Indonésie ²	République de Corée ³
Cameroun ^{1,4}	Iran (République islamique d') ³	Royaume-Uni ²
Canada ¹	Italie ²	Slovénie ¹
Cap-Vert ¹	Japon ³	Suède ²
Chili ³	Liban ²	Thaïlande ³
Chine ³	Madagascar ²	Trinité-et-Tobago ¹
Côte d'Ivoire ²	Malaisie ³	Ukraine ³
Cuba ¹	Mali ¹	Uruguay ³
Égypte ²	Malte ¹	Zambie ²
El Salvador ²		

¹ Mandat prenant fin à la fin de la trente-quatrième session de la Conférence (novembre 2007).

² Mandat prenant fin le 31 décembre 2008.

³ Mandat prenant fin à la fin de la trente-cinquième session de la Conférence (novembre 2009).

⁴ Remplace la République démocratique du Congo jusqu'en novembre 2007.

RAPPORT

DU CONSEIL DE LA FAO

**Cent trente et unième session
Rome, 20-25 novembre 2006**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN 978-92-5-205613-3

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie) ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2006

Table des matières

	Paragrophes
INTRODUCTION – QUESTIONS DE PROCÉDURE	1 - 6
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER	3 - 4
ÉLECTION DE TROIS VICE-PRÉSIDENTS ET NOMINATION DU PRÉSIDENT ET DES MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION	5 - 6
SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	7 - 21
SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE	7 - 14
RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE (CSA) (ROME, 30 OCTOBRE-4 NOVEMBRE)	15 - 21
QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME, AU BUDGET, AUX FINANCES ET À L'ADMINISTRATION	22 - 73
RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2004-2005	22 - 29
RAPPORTS DES RÉUNIONS CONJOINTES DU COMITÉ DU PROGRAMME ET DU COMITÉ FINANCIER (MAI ET SEPTEMBRE 2006)	30 - 39
<i>PTB révisé 2006-2007</i>	30 - 34
<i>Économies et gains d'efficience en matière de gouvernance</i>	35
<i>Autres questions découlant des rapports</i>	36 - 39
RAPPORTS DES QUATRE-VINGT-QUINZIÈME ET QUATRE-VINGT-SEIZIÈME SESSIONS DU COMITÉ DU PROGRAMME (MAI ET SEPTEMBRE 2006)	40 - 45
RAPPORTS DE LA CENT DOUZIÈME, CENT TREIZIÈME, CENT QUATORZIÈME, CENT QUINZIÈME ET CENT SEIZIÈME SESSIONS DU COMITÉ FINANCIER (FÉVRIER, MAI, JUIN, SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2006)	46 - 61
<i>Comptes vérifiés de la FAO 2004-2005 (projet de résolution de la Conférence)</i>	46 - 48
<i>Mesures destinées à remédier au déficit de trésorerie de l'Organisation</i>	49 - 50
<i>Situation des contributions 2006</i>	51 - 55
<i>Exécution du budget 2004-2005</i>	56 - 57
<i>Autres questions découlant des rapports</i>	58 - 61

APPLICATION DES DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE SUR LA RÉFORME ET PROPOSITIONS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	62 - 67
ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO	68 - 73
ACTIVITÉS DE LA FAO ET DU PAM	74 - 93
RÉSULTATS ET SUIVI PAR LA FAO DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA RÉFORME AGRAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL (CIRADR) (PORTO ALEGRE, BRÉSIL, 7-10 MARS 2006)	74 - 78
FAITS NOUVEAUX À L'ÉCHELON INTERNATIONAL CONCERNANT LA GESTION DES PESTICIDES	79 - 86
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	87 - 93
<i>Rapport annuel du Conseil d'administration du PAM sur les activités 2005</i>	87 - 90
<i>Élection de six membres du Conseil d'administration du PAM</i>	91 - 93
QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES	94 - 104
RAPPORT DE LA QUATRE-VINGTIÈME SESSION DU COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (ROME, 2-3 OCTOBRE 2006)	94 - 101
<i>Statuts révisés de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO) (Résolution 1/I31)</i>	95
<i>Rationalisation des règles concernant la composition des Comités « ouverts » du Conseil de la FAO (projet de résolution de la Conférence)</i>	96 - 97
<i>Représentation de la région Proche-Orient au Comité financier</i>	98
<i>Accès des Membres aux rapports du Bureau de l'Inspecteur général</i>	99
<i>Statut personnel des fonctionnaires aux fins du versement des prestations</i>	100
<i>Autres questions</i>	101
AUTRES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES	102 - 104
<i>Invitation d'États non membres à assister à des réunions de la FAO</i>	102
<i>Demandes d'admission à la qualité de membre de l'Organisation</i>	103 - 104
QUESTIONS DIVERSES	105 - 115
CALENDRIER DES SESSIONS DES ORGANES DIRECTEURS ET DES AUTRES RÉUNIONS PRINCIPALES DE LA FAO 2007-2008	105 - 106
HOMMAGE À LA MÉMOIRE DE M. FRANÇOIS DAUPHIN ET M. RAFFAELE SUPPA, ANCIENS FONCTIONNAIRES DE LA FAO	107 - 108
DÉCLARATION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	109 - 113
ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FORÊT	114 - 115

ANNEXES

- A** Ordre du jour de la cent trente et unième session du Conseil
- B** Liste des délégués et observateurs
- C** Liste des documents
- D** Barème net des traitements des agents des Services généraux des organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome (à compter du 1^{er} novembre 2005) (en euros par an)
- E** Calendrier des sessions des organes directeurs de la FAO et des autres réunions principales 2007-2008

**LES VERBES TRADUISANT DES DÉCISIONS, DIRECTIVES ET
RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SONT SOULIGNÉS**

INTRODUCTION – QUESTIONS DE PROCÉDURE

1. Le Conseil a tenu sa cent trente et unième session à Rome, du 20 au 25 novembre 2006, sous la présidence de M. Mohammad Saeid Noori Naeini, Président indépendant du Conseil.
2. Le Directeur général a prononcé une allocution liminaire.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER¹

3. Le Conseil a pris note de la Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par la Communauté européenne et a adopté l'ordre du jour et le calendrier de la session. L'ordre du jour est joint au rapport, à l'Annexe A.
4. Le Conseil s'est félicité du fait que la Fédération de Russie participe pour la première fois à l'une de ses sessions en tant que membre à part entière de l'Organisation.

ÉLECTION DES TROIS VICE-PRÉSIDENTS ET NOMINATION DU PRÉSIDENT ET DES MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION²

5. Le Conseil a élu trois Vice-Présidents pour sa session: Michael Tabong Kima (Cameroun), Guntram Freiherr von Schenck (Allemagne) et Hassane Abi Akar (Liban).
6. Le Conseil a élu Zohrab V. Malek (Arménie) Président du Comité de rédaction. Celui-ci est composé des Membres suivants: Angola, Arménie, Australie, Bangladesh, Brésil, Cameroun³, Canada, Égypte, France, Italie, Japon, Oman, Pays-Bas, Pérou, Philippines et Suède.

¹ CL 131/I-Rev.1; CL 131/INF/1; CL 131/INF/6; CL 131/PV/1; CL 131/PV/11.

² CL 131/PV/1; CL 131/PV/11.

³ Le Cameroun a été remplacé par la Côte d'Ivoire après la première réunion du Comité de rédaction.

SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE⁴

7. Le Conseil s'est félicité du document CL 131/2 et a en général fait sienne la description qu'il contient au sujet de la situation mondiale actuelle de l'alimentation et de l'agriculture. De nombreux Membres ont fourni des informations complémentaires sur la situation de l'alimentation, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans leurs pays respectifs.

8. Le Conseil s'est inquiété des progrès insuffisants accomplis en vue de réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, à savoir réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation. Il a noté les quelques progrès enregistrés en ce qui concerne le premier Objectif du Millénaire pour le développement, qui est de réduire de moitié, pour la même date, le pourcentage de personnes souffrant de sous-alimentation. Il a également noté les résultats très inégaux obtenus dans la lutte contre la faim au niveau mondial, certains pays accomplissant des progrès importants alors que d'autres stagnaient ou voyaient leur situation se détériorer. Il a souligné la nécessité d'accélérer de toute urgence la lutte contre la faim à l'échelle mondiale et d'élargir les zones enregistrant des progrès, si l'on veut atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation. Le Conseil a également pris note avec grave préoccupation du grand nombre de crises alimentaires dans le monde entier.

9. Le Conseil a reconnu le rôle central qui revient à la lutte contre la faim dans la réalisation d'autres Objectifs du Millénaire pour le développement et la nécessité de mettre en œuvre des programmes ciblés pour garantir l'accès à la nourriture des groupes les plus vulnérables et les plus exposés à l'insécurité alimentaire, si l'on veut accélérer les progrès en vue d'atteindre les objectifs de réduction de la faim et de la pauvreté ainsi que d'autres cibles des OMD.

10. Le Conseil a souligné les retombées néfastes des nombreux conflits armés qui aggravaient l'insécurité alimentaire chronique. Il a également pris note du rôle critique des facteurs climatiques dans nombre de crises alimentaires et dans les situations d'insécurité alimentaire chronique, ainsi que des préoccupations croissantes exprimées quant aux effets potentiellement négatifs des changements climatiques à l'échelle mondiale. Il s'est en outre vivement inquiété des effets tragiques et dévastateurs du VIH/SIDA dans de nombreux pays en développement, qui ont de graves retombées négatives sur la sécurité alimentaire.

11. Le Conseil a pris note du resserrement récent des marchés internationaux de nombreux produits, y compris certains produits de base. Il a également pris note avec préoccupation des retombées négatives d'une hausse des prix sur la facture d'importation de produits alimentaires, notamment pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier, dont la balance commerciale accuse déjà un déséquilibre croissant pour les produits agricoles.

12. Le Conseil a souligné le rôle crucial de l'agriculture et du développement rural dans la réduction durable de la sous-alimentation et de la pauvreté, notamment dans les pays les plus exposés à l'insécurité alimentaire. On a notamment souligné qu'il importait de cibler les besoins des petits agriculteurs et que l'accroissement des investissements dans le développement agricole et rural était un élément crucial. Le Conseil a souligné l'importance d'une augmentation des ressources allouées par les gouvernements au développement agricole et rural national et de l'intensification des flux d'aide extérieure vers ce secteur, notamment en faveur des pays les plus exposés à l'insécurité alimentaire. À cet égard, le Conseil a souligné les multiples défis et opportunités liés aux bioénergies, qui devraient être analysés plus en détail.

⁴ CL 131/2; CL 131/PV/1; CL 131/PV/2; CL 131/PV/11.

13. Le Conseil a noté l'importance du commerce international de produits agricoles pour la promotion de la croissance et de la sécurité alimentaire et a lancé un appel pour une reprise rapide des négociations dans le cadre du Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin d'aboutir à un accord juste et équilibré. Plusieurs Membres ont souligné que les négociations agricoles de l'OMC devraient: i) accroître sensiblement l'accès aux marchés et ii) éliminer les subventions qui ont un effet de distorsion sur les échanges et qui ont des retombées négatives sur les exportations. Plusieurs Membres ont également souligné le rôle fondamental qui revient à la FAO en matière d'assistance technique et d'aide au renforcement des capacités des pays en développement dans les domaines du commerce extérieur et des négociations commerciales.

14. Le Conseil a évoqué les effets négatifs des maladies animales transfrontières, notamment la grippe aviaire, sur la croissance de la production animale mondiale, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des petits agriculteurs. Il a félicité la FAO pour le rôle important qu'elle continue à jouer sur la scène internationale afin d'assurer la maîtrise de la grippe aviaire.

**RAPPORT DE LA TRENTE-DEUXIÈME SESSION DU
COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE (CSA)
(ROME, 30 OCTOBRE -4 NOVEMBRE)⁵**

15. Le Conseil a approuvé à l'unanimité le rapport de la trente-deuxième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Il a félicité le Secrétariat pour l'organisation et la conduite du Forum spécial, qui a permis d'entendre de nombreux points de vue intéressants sur la faim et la pauvreté dans le monde, et s'est inquiété de l'absence de progrès dans la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation. Certains Membres ont demandé que le Forum spécial soit institutionnalisé, tandis que d'autres ont indiqué qu'ils n'étaient pas favorables à cette proposition. De nombreux Membres ont demandé que des options permettant de poursuivre l'engagement des nombreuses parties prenantes dans les années à venir soient étudiées lors de la prochaine session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

16. Le Conseil a pris note avec satisfaction des progrès réguliers de l'Alliance internationale contre la faim et il a accueilli favorablement les propositions visant à en accroître l'autofinancement à l'avenir, grâce à la mobilisation de nouvelles ressources, reconnaissant que la FAO continuait d'avoir un rôle de catalyseur à jouer et que des mesures devraient être prises pour intensifier le dialogue et les activités de réseau avec d'autres tribunes déjà établies, également à l'échelle régionale et mondiale.

17. Le Conseil a apprécié l'Initiative « Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim en 2025 », qui vise à promouvoir la réalisation des buts fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement.

18. Le Conseil a noté que de nouveaux enjeux, qui font actuellement l'objet d'intenses débats au sein de la communauté internationale, comme les biocombustibles, la biodiversité agricole, les changements climatiques, ainsi que l'utilisation de l'expression « biens publics mondiaux », avaient été mentionnés lors des débats du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

19. Le Conseil a également noté que plusieurs pays appelaient à l'application rapide des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, mais il a souligné le caractère volontaire de ces directives.

20. De nombreux Membres ont demandé au Secrétariat d'intégrer les directives volontaires dans son programme de travail, mais d'autres s'y sont opposés.

⁵ CL 131/6; CL 131/PV/2; CL 131/PV/11.

21. De nombreux Membres ont invité la FAO à redoubler d'efforts en ce qui concerne la coordination et la coopération avec d'autres organisations des Nations Unies, en particulier celles établies à Rome.

QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME, AU BUDGET, AUX FINANCES ET À L'ADMINISTRATION

RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2004-2005⁶

22. Le Conseil s'est félicité de la forme concise et plus ciblée du document et a noté que le Rapport sur l'exécution du Programme 2004-05 avait été établi compte dûment tenu des indications qui avaient été données par les organes directeurs. Il a en particulier apprécié la présentation claire des réalisations, notamment l'insertion de passages sur les dimensions régionales et sur les ressources extrabudgétaires à l'échelle des programmes.

23. Le Conseil a rappelé que le Rapport sur l'exécution du Programme était un instrument important par lequel l'Organisation rendait compte de son action aussi bien en ce qui concerne l'utilisation des ressources que la réalisation des produits pendant un exercice biennal donné. Il a noté que les programmes étaient moins fragmentés, comme le confirmait la diminution consécutive du nombre de produits biennaux prévus par rapport à l'exercice biennal précédent, et a encouragé le Secrétariat à poursuivre ses efforts dans ce sens, dans un souci d'efficacité et d'efficience et à adopter une approche stratégique aboutissant à l'établissement de priorités plus ciblées concernant les objectifs et activités. Le Conseil a reconnu que l'évaluation des résultats et des impacts des programmes était assurée par les autoévaluations et par les évaluations indépendantes par programme et par grand thème.

24. Le Conseil a approuvé, en les renforçant, les demandes formulées par le Comité du Programme et le Comité financier visant à apporter d'autres améliorations au Rapport sur l'exécution du Programme dans sa prochaine version:

- une description précise des réalisations des programmes ou de l'absence de celles-ci en fonction des résultats prévus et escomptés, y compris une analyse plus quantitative des résultats obtenus et des conclusions des autoévaluations;
- une analyse plus approfondie de la contribution des projets du PCT dans les domaines relevant du mandat de la FAO, y compris leur rôle général de catalyseur et leur relation avec les programmes de la FAO, notamment par l'appui au renforcement des capacités, ainsi qu'une description des dimensions régionales;
- l'insertion de la contribution de la collaboration avec les partenaires, en particulier les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome;
- enfin, une présentation plus claire des dimensions régionales.

25. Le Conseil a noté que le Programme ordinaire avait été exécuté en utilisant entièrement les ressources inscrites au budget. Il s'est félicité des résultats obtenus pendant l'exercice biennal et des progrès accomplis dans les domaines des gains d'efficience et de la couverture de certaines langues. Le Conseil a rappelé que le Plan d'action de la FAO – Parité hommes-femmes et développement servait de cadre de référence pour intégrer les questions liées à la parité hommes-femmes dans les entités de programmes et les projets de l'Organisation, que toutes les entités de programme planifiaient leurs contributions au Plan au niveau des produits et que la Conférence était saisie d'un rapport d'exécution biennal distinct.

26. Le Conseil, tout en notant l'amélioration du rapport hommes-femmes et la représentation géographique plus équitable au sein du personnel de l'Organisation, a encouragé le Secrétariat à continuer d'adopter des mesures spécifiques afin d'assurer un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans le cadre organique et les catégories supérieures et de répondre aux préoccupations

⁶ C 2007/8; CL 131/PV/5; CL 131/PV/6; CL 131/PV/11.

concernant la variation des fourchettes souhaitables en ce qui concerne la représentation géographique. Il a cependant été noté que le Secrétariat devrait continuer à employer les experts essentiellement en fonction de leur mérite.

27. De nombreux Membres ont rappelé l'importance fondamentale du Programme de coopération technique et ils ont demandé au Secrétariat de maintenir les crédits budgétaires et d'accélérer l'exécution. À cet égard, ils ont demandé au Secrétariat de présenter des propositions visant à renforcer les activités de coopération technique de l'Organisation.

28. Des éclaircissements ont été fournis au Conseil sur la mise en œuvre de processus consultatifs avec la participation de multiples parties prenantes en vue d'élaborer des directives volontaires pour les forêts plantées et pour la prévention des feux. Le Secrétariat a souligné la nature volontaire de ces directives. Certains Membres ont indiqué que la FAO n'avait pas reçu pour mandat d'élaborer des instruments juridiquement contraignants dans ces domaines. Il a été expliqué que ces activités avaient été mises en œuvre suite aux demandes formulées par les pays et les parties prenantes dans le cadre de plusieurs comités techniques de l'Organisation. Il a été noté que ces activités étaient en cours et qu'elles seraient portées à l'attention du Comité des forêts de la FAO à sa dix-huitième session, en mars 2007.

29. Le Conseil a approuvé le document en vue de sa soumission à la Conférence, compte tenu des observations qui précèdent.

RAPPORT DES RÉUNIONS CONJOINTES DU COMITÉ DU PROGRAMME ET DU COMITÉ FINANCIER (MAI ET SEPTEMBRE 2006)⁷

PTB révisé 2006-2007⁸

30. Le Conseil a reconnu que, conformément au dispositif du paragraphe 2 de la Résolution 7/2005 de la Conférence concernant les ouvertures de crédits pour l'exercice actuel, la Réunion conjointe de mai 2006 avait examiné les propositions contenues dans le PTB révisé 2006-2007. Il a noté que ce même document avait également été examiné lors des sessions séparées des deux Comités, en fonction de leur mandat respectif.

31. Le Conseil a constaté que le PTB révisé avait été approuvé par consensus par les Comités ce qui jetait les bases de la mise en œuvre du Programme de travail pour l'exercice en cours. Certains Membres ont fait remarquer qu'après l'approbation du PTB l'ampleur réelle des coûts non inscrits au budget que l'Organisation devait prendre en charge était apparue plus clairement (voir point 8 de l'ordre du jour), ce qui supposait inévitablement de nouveaux ajustements des activités prévues. Le Conseil a demandé au Comité financier de passer en revue, à sa session de mai 2007, le financement des coûts non inscrits au budget et de faire rapport au Conseil à ce sujet.

32. Le Conseil a rappelé que l'approbation donnée par les Comités était également assortie d'orientations destinées à renforcer certains domaines comme les contrôles financiers internes et des programmes prioritaires sélectionnés. Le Conseil a également noté que ces orientations avaient été prises en compte dans le document CL 131/18 présenté sous le point 9 de l'ordre du jour: « Application des décisions de la Conférence et propositions du Directeur général ».

33. De nombreux Membres, ayant pris note des orientations fournies par le Comité du Programme à sa session de 2006, ont appelé à donner une plus grande visibilité aux travaux sur le développement durable, la réforme agraire et le développement rural, au niveau des programmes et de la structure organisationnelle de la FAO, et ont regretté qu'une de ses recommandations adressées au Directeur général préconise de chercher à réaliser des économies dans les Programmes de sensibilisation et de communication.

⁷ CL 131/13; CL 131/14; CL 131/PV/3; CL 131/PV/11.

⁸ CL 131/PV/1; CL 129/PV/11.

34. Le Conseil a approuvé la recommandation faite par la Réunion conjointe en mai 2006, qui avait également été formulée par les Comités lors de leurs sessions respectives, visant à reporter la publication du Plan à moyen terme 2008-13, d'autant plus qu'il faudrait tenir compte également des résultats des négociations du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies. Il a déclaré attendre avec intérêt les propositions de l'Évaluation externe indépendante sur la portée et les modalités de présentation du prochain Plan à moyen terme, ainsi que d'autres grands documents de politique générale de l'Organisation.

Économies et gains d'efficacité en matière de gouvernance⁹

35. Le Conseil a approuvé la recommandation formulée par la Réunion conjointe à sa session de mai 2006 visant à continuer à tenir immédiatement l'une après l'autre les réunions du Comité des produits et du Comité de l'agriculture car cet arrangement s'est révélé satisfaisant et aucune économie supplémentaire ne pourrait découler de la fusion des deux Comités. Le Conseil a également approuvé la recommandation selon laquelle d'autres arrangements pourraient encore être envisagés en fonction des conclusions de l'Évaluation externe indépendante. Le Conseil a également pris acte de la demande formulée par un Membre afin que le Comité du Programme et le Comité financier examinent les groupes intergouvernementaux sur les produits relevant du Comité des produits en vue d'une éventuelle réduction des coûts.

Autres questions découlant des rapports¹⁰

36. Le Conseil a noté que la Réunion conjointe de mai 2006 avait également examiné diverses options afin d'améliorer les processus de planification et de budgétisation à la FAO et il a estimé que les avis préliminaires exprimés sur ces questions pourraient apporter une contribution utile à l'Évaluation externe indépendante.

37. Le Conseil a constaté en outre que la Réunion conjointe de septembre 2006 avait étudié les possibilités de financement des résultats de l'enquête sur les salaires des Services généraux (voir aussi point 8). Il a approuvé la recommandation unanime invitant à verser, à titre exceptionnel, la contribution de la Fédération de Russie au Programme de travail 2006-07, d'un montant de 7,5 millions de dollars EU, aux recettes accessoires pour financer partiellement l'augmentation non prévue et non budgétisée des traitements des Services généraux. Le Conseil a appuyé la recommandation visant à imputer au Compte de réserve spécial le coût restant de 6,4 millions de dollars EU, à l'exception de deux Membres qui ont réaffirmé l'opposition qu'ils avaient exprimée à la Réunion conjointe. Le Conseil a déclaré attendre avec intérêt des propositions distinctes présentées par le Comité financier sur l'éventuelle reconstitution du Compte de réserve spécial, en notant que deux Membres y étaient opposés.

38. Rappelant la nécessité de renforcer la collaboration entre les organisations des Nations Unies s'occupant d'alimentation et d'agriculture et ayant leur siège à Rome, le Conseil a souhaité que soit examiné à la Réunion conjointe de mai 2007 un document qui sera préparé par le Secrétariat, pour étudier dans quelle mesure une collaboration plus intense et plus étendue pour les activités « de bureau » ayant trait à l'administration et au traitement des opérations pourrait aboutir à des économies générales dans ce domaine, à moyen terme. Le Conseil a reconnu que les Membres devraient aborder cette question, le cas échéant, avec les autres institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

39. Compte tenu des observations ci-dessus, le Conseil a approuvé les rapports des Réunions conjointes.

⁹ CL 131/PV/1; CL 129/PV/11.

¹⁰ CL 131/PV/3; CL 131/PV/11.

**RAPPORTS DES QUATRE-VINGT-QUINZIÈME ET
QUATRE-VINGT-SEIZIÈME SESSIONS DU COMITÉ DU PROGRAMME
(MAI ET SEPTEMBRE 2006)¹¹**

40. Le Conseil a noté que le Comité du Programme avait examiné le PIR 2004-05 et le document CL 131/18 (qui sont traités séparément, au titre des points 5 et 9 de l'ordre du jour respectivement) à sa session de septembre et qu'il avait en outre procédé à un examen détaillé des propositions contenues dans le PTB révisé 2006-07 à sa session de mai. Comme le veut l'usage, le Comité a également examiné en détail, au cours de ces deux sessions, les rapports d'évaluation disponibles.

41. Le Conseil a pris note des observations détaillées faites par le Comité du Programme à propos du PTB révisé 2006-07. Il s'est félicité de l'attention que le Comité avait accordée aux programmes et ressources extrabudgétaires. Il a déclaré attendre avec intérêt les orientations que l'Évaluation externe indépendante fournirait sur la présentation d'informations de ce type dans de futurs documents de planification, compte tenu des impératifs de concision.

42. S'agissant des questions d'évaluation, le Conseil a pris note des observations faites par le Comité sur des rapports d'évaluation importants, ainsi que des réponses de la Direction générale dans quatre domaines: partenariats et alliances; TeleFood; Objectif stratégique D2 – Conservation, remise en état et mise en valeur des environnements les plus menacés; et campagne 2003-05 de lutte antiacridienne (en faisant observer que cette dernière évaluation avait été réalisée sur une base multilatérale et couvrait donc un champ plus vaste, ne se limitant pas aux seules activités de la FAO).

43. Le Conseil a noté que le Comité devrait recevoir à sa session suivante une réponse plus détaillée de la Direction générale sur les évaluations du TeleFood et de la campagne contre le criquet pèlerin. Ces réponses aborderaient plus en détail les questions soulevées dans les évaluations et leurs recommandations, ainsi que les facteurs identifiés lors des débats du Comité. Plusieurs Membres du Comité ont rappelé à quel point ils appréciaient la contribution utile des projets du TeleFood à la satisfaction des besoins des groupes vulnérables.

44. Le Conseil a pris note des recommandations du Comité du Programme, y compris la nécessité de maintenir des capacités adéquates de lutte contre les menaces acridiennes, aussi bien à l'échelle locale qu'au plan mondial. Le Conseil a aussi souligné la nécessité d'assurer un dialogue permanent entre les parties, y compris les donateurs, au sujet des mesures nécessaires pour améliorer l'efficacité des futures campagnes de lutte antiacridienne.

45. Le Conseil a approuvé les rapports du Comité du Programme en tenant compte des observations qui précèdent.

**RAPPORTS DES CENT DOUZIÈME, CENT TREIZIÈME,
CENT QUATORZIÈME, CENT QUINZIÈME ET
CENT SEIZIÈME SESSIONS DU COMITÉ FINANCIER
(FÉVRIER, MAI, JUIN, SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2006)¹²**

Comptes vérifiés - FAO 2004–2005¹³

46. Le Conseil a noté avec satisfaction que le Commissaire aux comptes avait émis un avis sans réserve sur les comptes vérifiés de la FAO pour l'exercice 2004-2005. En ce qui concerne le rapport du Commissaire aux comptes sur les résultats de la vérification comptable, le Conseil a

¹¹ CL 131/11; CL 131/12; CL 131/PV/3; CL 131/PV/11.

¹² CL 131/7; CL 131/8; CL 131/9; CL 131/10; CL 131/19; CL 131/PV/4; CL 131/PV/11.

¹³ C 2007/5 A; C 2007/5 B; CL 131/PV/4; CL 131/PV/11.

noté que, pour la plupart des recommandations, l'Organisation avait pris les mesures nécessaires et qu'elle ferait rapport à la prochaine session du Comité financier sur la mise en œuvre de toutes les recommandations. Il a invité la FAO à mettre en application toutes les recommandations contenues dans le rapport du Commissaire aux comptes.

47. Le Conseil, prenant note des observations et des explications fournies par le Commissaire aux comptes et par le Secrétariat au Comité financier, a décidé de soumettre les comptes vérifiés pour l'exercice 2004-2005 à la Conférence pour adoption.

48. Le Conseil a par conséquent recommandé à la Conférence pour adoption le projet de résolution ci-après:

Projet de résolution de la Conférence

Comptes vérifiés de la FAO 2004-05

LA CONFÉRENCE,

Ayant examiné le rapport de la cent trente et unième session du Conseil,

Ayant examiné les comptes vérifiés de la FAO pour 2004-05 et le rapport du Commissaire aux comptes y afférent,

1. **Invite** le Secrétariat à poursuivre l'application des recommandations du Commissaire aux comptes.
2. **Adopte** les comptes vérifiés.

Mesures visant à combler le déficit de trésorerie de l'Organisation¹⁴

49. Le Conseil a pris note des propositions qui ont été examinées par le Comité financier dans le but d'améliorer la situation de trésorerie de l'Organisation. Le Conseil a reconnu que le règlement ponctuel des contributions par les États Membres était essentiel et il a exhorté les groupes régionaux à se consulter activement au sujet de ces propositions afin de parvenir à un consensus pour la session du Conseil qui se tiendra en juin 2007.

50. Le Conseil a pris note des propositions examinées au Comité financier pour améliorer le recouvrement des contributions et des arriérés.

Situation en ce qui concerne les contributions 2006¹⁵

51. Le Conseil a examiné la situation des contributions et des arriérés dus à l'Organisation au 17 novembre 2006, et a noté que le pourcentage de recouvrement des contributions courantes était le plus bas des dernières années, si on le comparait aux résultats des années précédentes à la même date. Le Conseil a en outre noté que plus de 29 pour cent des Membres de l'Organisation n'avaient encore effectué aucun versement au titre de leur contribution de 2006 en dollars et plus de 35 pour cent des Membres n'avaient fait aucun versement au titre de leur contribution de 2006 en euros.

52. Le Conseil s'est fortement inquiété du niveau élevé des contributions courantes non réglées et des arriérés, en notant que 60 États Membres avaient encore des arriérés pour 2005 et les années précédentes et que 27 d'entre eux étaient redevables d'arriérés tels qu'ils risqueraient de perdre leur droit de vote, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article III de l'Acte constitutif.

¹⁴ CL 131/PV/4; CL 129/PV/11.

¹⁵ CL 131/LIM/1; CL 131/PV/4; CL 131/PV/11.

53. Le Conseil s'est déclaré fortement préoccupé par l'aggravation de la situation financière, le montant élevé des coûts non inscrits au budget et les obligations de dépenses non financées et non comptabilisées, ainsi que par le déficit croissant du Fonds général, en particulier le manque de liquidités causé par le retard des paiements et les arriérés des Membres. Il a également noté que la détérioration de la situation de trésorerie avait atteint un point critique car toutes les réserves étaient épuisées, obligeant l'Organisation à recourir à des emprunts extérieurs sur des périodes plus longues qu'auparavant afin d'effectuer les décaissements nécessaires, ce qui entraînait le paiement d'intérêts élevés, dépassant un million de dollars EU en 2006. Tout en reconnaissant la situation financière souvent délicate de certains pays, le Conseil a instamment invité tous les États Membres à régler intégralement leurs contributions pour permettre à l'Organisation de s'acquitter de son mandat.

54. Le Conseil a débattu du niveau inquiétant des réserves, notamment du Fonds de roulement et du Fonds de réserve spécial. Étant donné que ces réserves sont pratiquement épuisées, la plupart des Membres seraient disposés à étudier d'éventuelles mesures correctives. À ce propos, certains Membres ont souhaité recevoir des propositions visant à reconstituer les réserves, mais deux Membres se sont déclarés opposés à toute option prévoyant des contributions supplémentaires destinées à reconstituer les réserves, en faisant valoir que le règlement des arriérés devrait précéder la reconstitution des réserves. À cet égard, le Conseil a fait sienne la demande formulée par le Comité financier, qui souhaitait que le Secrétariat fasse une analyse des besoins en liquidités sur la base de toutes les demandes de prélèvement qui seront adressées au budget pour le reste de l'exercice 2006-07 et présente des propositions financières appropriées visant à rétablir la santé financière et la durabilité à long terme de l'Organisation.

55. Le Conseil s'est fortement inquiété du fait que la mise en œuvre du Programme ordinaire 2006-2007 soit affectée par des coûts non inscrits au budget, estimés provisoirement à 27 millions de dollars EU. Le Conseil a demandé au Comité financier de passer en revue, à sa session de mai 2007, le financement des coûts non inscrits au budget et de faire rapport au Conseil à ce sujet.

Exécution du budget 2004-2005¹⁶

56. Le Conseil a examiné le Rapport annuel du Directeur général sur l'exécution du budget et les virements entre programmes et chapitres budgétaires pour l'exercice 2004-2005, ainsi que le rapport des débats du Comité financier à sa cent treizième session, en mai 2006.

57. Il a constaté que 22,8 millions de dollars EU de coûts non inscrits au budget, tenant à une variation défavorable des coûts de personnel, aux coûts de réaffectation ou de cessation de service et aux coûts de la sécurité, avaient été gérés dans les limites du montant des crédits approuvés et que les virements entre chapitres budgétaires se situaient dans les limites précédemment approuvées par le Comité financier à sa session de septembre 2005.

Autres questions découlant des rapports¹⁷

Adoption des normes comptables internationales pour le secteur public

58. Le Conseil a noté que le Comité financier avait approuvé l'adoption par la FAO des Normes comptables internationales pour le secteur public, conformément à la décision prise par le Comité de haut niveau sur la gestion, approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies en juillet 2006, et qu'il avait autorisé la FAO à lancer un projet de mise en application.

¹⁶ CL 131/PV/4; CL 131/PV/11.

¹⁷ CL 131/PV/4; CL 131/PV/11.

Recommandations et décisions de la Commission de la fonction publique internationale et du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies adressées à l'Assemblée générale (y compris modifications apportées au barème des traitements et indemnités)

59. Le Conseil a approuvé les recommandations faites par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) sur la base des conclusions de l'enquête sur les salaires réalisée à Rome, y compris l'augmentation de 12,16 pour cent du barème des traitements des agents des services généraux, à compter du 1^{er} novembre 2005. Le barème révisé des traitements et indemnités des agents des services généraux est reproduit à l'Annexe D au présent rapport.

Rapport sur les dépenses d'appui et leur recouvrement

60. Le Conseil a noté que le Comité financier avait examiné le rapport sur les dépenses d'appui (dépenses et recouvrements) et avait pu constater que les taux de remboursement des dépenses d'appui pour la période à l'étude avaient été appliqués conformément à la politique approuvée.

61. Le Conseil a réaffirmé le principe selon lequel les activités extrabudgétaires devraient couvrir les coûts d'appui indirects variables qui y sont liés. Il a noté que le Comité financier avait examiné une proposition visant à relever le taux de remboursement des dépenses d'appui aux projets soutenant directement le Programme ordinaire de manière à récupérer intégralement le coût de l'appui variable indirect, à la lumière des résultats d'ensemble des études d'évaluation des coûts effectuées par la FAO en 2004 et 2005 et de l'usage en vigueur aux Nations Unies et dans d'autres grandes institutions spécialisées. En conséquence, le Conseil a entériné la recommandation émise par le Comité financier, par consensus, visant à porter de 6 à 13 pour cent le taux de remboursement des dépenses d'appui pour les projets soutenant directement le Programme ordinaire.

**APPLICATION DES DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE SUR LA RÉFORME
ET PROPOSITIONS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL¹⁸**

62. Sur la base des vues initiales exprimées lors du Conseil, le Président indépendant du Conseil a entrepris des consultations avec toutes les délégations intéressées pour voir s'il était possible d'arriver à des conclusions communes.

Conclusions du Conseil

63. Le Conseil a noté le libellé des décisions déjà prises par la Conférence dans sa Résolution 6/2005 sur les réformes et a pris note du processus de consultations intergouvernementales qui a eu lieu en 2006, notamment le cycle des conférences régionales de la FAO. Il a noté, en particulier, la décision de la Conférence d'autoriser la mise en œuvre des recommandations de l'Évaluation indépendante de la décentralisation et des suggestions présentées par la Direction en réponse à ces recommandations, qui incluaient le transfert du Bureau régional pour l'Europe. Il a également pris note de la décision de la Conférence d'établir le Centre des services communs en vue de réaliser de nouveaux gains d'efficacité. Le Conseil s'est associé au Comité du Programme et au Comité financier qui avaient estimé que les propositions du Directeur général¹⁹ étaient fidèles à l'esprit des décisions prises antérieurement par les organes directeurs à cet effet²⁰. Le Conseil a en outre autorisé le Directeur général à poursuivre la mise en œuvre de la restructuration au Siège, comme décrit dans la partie V du document CL 131/18, notant que certains Membres avaient exprimé des réserves quant à la nécessité d'une restructuration à l'heure actuelle.

¹⁸ CL 131/18; CL 131/18 Corr. 1; CL 131/18 Add. 1; CL 131/18 Add. 1 Corr. 1; CL 131/PV/10; CL 131/PV/11.

¹⁹ CL 131/18.

²⁰ CL 131/7 paragraphe 67 et CL/131/12 paragraphe 19.

64. Le Conseil a approuvé dans son principe l'établissement d'un nouveau bureau sous-régional en Amérique centrale, dont les modalités de mise en œuvre seront étudiées par un groupe de travail convoqué par le Secrétariat avec la participation des pays intéressés, étant entendu que ces modalités seraient soumises au Conseil, pour décision finale, en 2007.

65. Le Conseil a noté le souhait exprimé par les États du Conseil de coopération du Golfe et le Yémen d'établir un bureau sous-régional pour la région et a souligné qu'il convenait d'étudier la question plus en profondeur afin qu'une proposition concrète lui soit soumise.

66. Le Conseil a souligné que l'objectif fondamental des réformes était d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'Organisation et sa capacité à fournir des services à ses Membres. Il a réaffirmé que le processus de réforme en cours à la FAO et les conclusions de l'Évaluation externe indépendante devaient se renforcer mutuellement et que l'application des réformes ne devait pas être préjudiciable à la mise en œuvre des mesures recommandées par l'Évaluation externe indépendante.

67. Le Conseil a déclaré attendre avec intérêt la suite qui sera donnée aux décisions susmentionnées, dans les limites du budget approuvé et dans le cadre d'un plan financier.

ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO²¹

68. Le Conseil a accueilli favorablement le rapport intérimaire soumis par le Comité du Conseil chargé de l'Évaluation externe indépendante de la FAO. Le Conseil a estimé, comme le Comité, que l'Évaluation procédait de manière satisfaisante et dans les délais impartis, conformément à son mandat approuvé par le Conseil et par la Conférence. Les Membres ont en outre souligné que la réalisation de l'Évaluation avait été demandée par les organes directeurs, au nom de l'ensemble des Membres. Ceux-ci éprouvaient un attachement profond à l'évaluation, qui devait être préservé grâce au maintien de la neutralité, de l'indépendance, de la transparence et de l'objectivité professionnelle du processus d'évaluation.

69. Le Conseil a été informé du calendrier des rapports futurs du Comité et de l'Équipe principale d'évaluation, à commencer par une étude des problèmes récents en avril 2007 et par un projet de rapport final en juillet de la même année.

70. Le Conseil a félicité l'Équipe principale d'évaluation. Il a remercié l'ancien responsable de l'Équipe, M. Keith Bezanson, du rôle décisif qu'il avait joué dans le démarrage de l'Évaluation, lui a fait part de tous ses vœux de prompt rétablissement après ses problèmes de santé et il a indiqué qu'il souhaitait vivement qu'il continue à prendre part aux travaux de l'Évaluation, en qualité de membre de l'Équipe principale. Le Conseil a remercié M. Leif Christoffersen d'avoir accepté de reprendre les tâches exigeantes de responsable de l'Équipe, et il a constaté le niveau élevé de ses qualifications pour cette affectation.

71. Le Conseil a noté que le Comité du Conseil chargé de l'Évaluation externe indépendante s'était acquitté d'une tâche ardue, ce qu'il n'aurait pu faire sans la direction de son Président, l'Ambassadeur Flávio Perri, qui avait maintenant été transféré de son ancien poste de représentant permanent du Brésil auprès de la FAO. Le Conseil s'est vivement félicité qu'il ait accepté, avec l'aide et l'appui du Gouvernement brésilien, de conserver la présidence. Le Conseil a en outre fait part de sa gratitude pour l'appui consenti par le Service de l'Évaluation, qui a assuré le secrétariat du Comité.

72. Le Conseil a apprécié les progrès faits en matière de mobilisation, auprès d'un grand nombre de Membres et sous la coordination du Groupe de travail du Bureau du Comité présidé par l'Ambassadeur Romualdo Bettini (Italie), des contributions extrabudgétaires nécessaires pour

²¹ CL 131/3; CL 131/PV/5; CL 131/PV/11.

financer l'Évaluation externe indépendante. Il a pris note des crédits budgétaires ultérieurs nécessaires pour couvrir des coûts imprévus de 380 000 dollars EU, en grande partie imputables à la transition d'un responsable de l'Équipe à l'autre. Il a demandé instamment aux Membres de faire encore un effort pour prendre en charge le solde restant à couvrir qui, compte tenu des annonces de contributions supplémentaires reçues pendant la session du Conseil, était de l'ordre de 500 000 dollars EU.

73. Le Conseil a rappelé que la Résolution 6/2005 de la Conférence – Réformes au sein de l'Organisation - soulignait que l'Évaluation externe indépendante de la FAO et les propositions de réforme du Directeur général devraient se renforcer mutuellement. Dans ce contexte et conformément à la suggestion figurant à l'Annexe V du rapport intérimaire du Comité du Conseil chargé de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (CL 131/3), il a invité son Président indépendant à réunir de façon informelle, s'il l'estimait nécessaire entre les sessions du Conseil, des Amis du Président afin d'examiner les questions relatives au suivi de l'Évaluation externe indépendante, dans le cadre de la préparation des sessions du Conseil. Les réunions des Amis du Président seraient ouvertes à tous les Membres de l'Organisation, avec un groupe de base de représentants par région. Il a été souligné par le Président du Comité du Conseil chargé de l'Évaluation externe indépendante de la FAO que, comme il est indiqué dans l'Annexe V du rapport du Comité, les Amis du Président pourraient jouer un rôle important en parvenant à un consensus sur les efforts complémentaires qui sont actuellement en cours au sujet des réformes au sein de la FAO telles que proposées par le Directeur général, des conclusions et recommandations futures de l'Évaluation externe indépendante et des réformes du système des Nations Unies, y compris les résultats des négociations relatives aux recommandations du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies.

ACTIVITÉS DE LA FAO ET DU PAM

RÉSULTATS ET SUIVI PAR LA FAO DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA RÉFORME AGRAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL (CIRADR) (PORTO ALEGRE, BRÉSIL, 7-10 MARS 2006²²)

74. Le Conseil a adressé ses remerciements et ses félicitations au Gouvernement brésilien et au Secrétariat de la FAO pour l'accueil et l'organisation de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR).

75. Le Conseil a reconnu que la FAO jouait un rôle essentiel dans le renforcement des capacités et la fourniture d'avis en matière de politique générale pour la réforme agraire et le développement rural au niveau national. Il a également reconnu l'importance de la réforme agraire et du développement rural pour l'éradication de la faim et de la pauvreté. De nombreux Membres ont insisté pour que le processus de réforme de la FAO ne compromette pas le rôle de l'Organisation, sa capacité institutionnelle et sa visibilité en matière de réforme agraire et de développement rural.

76. En ce qui concerne le suivi de la CIRADR, de nombreux Membres ont approuvé les recommandations figurant dans le document du Conseil, tandis que beaucoup d'autres ont déclaré qu'ils ne pouvaient y souscrire. Ces Membres ont mis en garde contre l'affectation de ressources rares à de nouveaux mécanismes qui pourraient entraîner un chevauchement des efforts et ils ont appelé à l'établissement de rapports selon des modalités volontaires, dans le cadre du mécanisme habituel d'établissement des rapports du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et ils ont demandé que l'on évite les initiatives qui absorberaient les ressources actuelles du budget ordinaire, qui sont limitées.

77. Compte tenu de la diversité des positions exprimées, le Conseil est convenu qu'il était nécessaire d'examiner plus à fond le suivi de la CIRADR, notamment en ce qui concerne la proposition d'Initiative spéciale sur la réforme agraire et le développement rural, les tribunes pour un dialogue, les mécanismes et directives pour le suivi, l'établissement de rapports et l'expansion de la base de données.

78. Le Conseil a approuvé la conclusion de la trente-deuxième session du CSA selon laquelle, le Comité de l'agriculture devrait examiner à sa prochaine session les recommandations de la CIRADR et soumettre au CSA, le cas échéant, les recommandations pertinentes qu'il examinerait à sa trente troisième session en 2007.

FAITS NOUVEAUX À L'ÉCHELON INTERNATIONAL CONCERNANT LA GESTION DES PESTICIDES²³

79. Le Conseil a noté l'importance des pesticides pour la production agricole et leur incidence sur la sécurité sanitaire des aliments. Il s'est félicité des activités réalisées par la FAO en matière de gestion des pesticides et a souligné le rôle de premier plan que joue l'Organisation dans ce domaine. Il a en particulier mentionné la protection intégrée, le Programme d'élimination des pesticides périmés en Afrique, le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides et la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international.

²² CL 131/15; CL 131/PV/2; CL 131/PV/11.

²³ CL 131/17; CL 131/PV/6; CL 131/PV/11.

80. Le Conseil a exprimé ses remerciements à M. Niek Van der Graaff, ancien Chef du Service de la protection des plantes, nommé par la FAO Secrétaire exécutif de la Convention, pour son travail exemplaire.

81. Le Conseil a indiqué qu'il continuait à soutenir la Convention de Rotterdam et son Secrétariat. Certains Membres se sont félicités des ressources et de l'assistance technique que la FAO avait mises à la disposition des Parties à l'appui de la Convention.

82. Le Conseil a reconnu l'importance de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques pour aider les pays à atteindre les objectifs du Sommet mondial pour le développement durable (2002) et contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. En ce qui concerne la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques, il a reconnu qu'il importait que des institutions telles que la FAO incorporent l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques dans leurs programmes, conformément à leur mandat. Il a également noté que le Code international de conduite sur la distribution et l'utilisation des pesticides devait être considéré comme un élément important de cette approche stratégique.

83. Le Conseil a reconnu que la bonne application de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques passait par une coopération interdisciplinaire harmonieuse aux niveaux national et régional, comme à celui des Nations Unies, et a souligné la nécessité d'associer pleinement le secteur agricole à ce processus.

84. Le Conseil a souscrit à l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et a reconnu le rôle de la FAO dans l'application de cette approche, dans la limite des ressources disponibles. Certains Membres ont recommandé que l'Organisation utilise pleinement les ressources extrabudgétaires qui seraient mobilisées à cet effet.

85. Le Conseil a noté l'importance du Programme de démarrage rapide si l'on veut faciliter l'application de l'Approche stratégique, en renforçant la sensibilisation aux liens entre lutte contre la pauvreté et gestion rationnelle des produits chimiques.

86. Étant donné le large éventail d'activités envisagées dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, le Conseil a suggéré que les activités de la FAO intègrent la réduction des risques, y compris l'interdiction des pesticides particulièrement dangereux, la promotion des bonnes pratiques agricoles, l'élimination des stocks de pesticides obsolètes dans le respect de l'environnement et le renforcement des capacités en matière de création de laboratoires nationaux et régionaux.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Rapport annuel du Conseil d'administration du PAM sur ses activités en 2005²⁴

87. Le Conseil s'est félicité des activités réalisées par le Programme alimentaire mondial, telles que décrites dans le Rapport annuel présenté à la session ordinaire de février 2006 du Conseil d'administration du PAM et dans le discours d'ouverture prononcé par Mme Sheila Sisulu, Directrice exécutive adjointe du PAM, chargée des politiques et des affaires extérieures. Des Membres ont salué la direction dynamique du Directeur exécutif, M. James Morris, ainsi que le travail accompli par tout le personnel du PAM en 2005. Ils ont remercié M. Morris pour son dévouement et ont pris note avec satisfaction de la nomination de Mme Josette Sheeran, qui lui succédera au poste de Directeur exécutif du PAM en 2007.

88. Le Conseil a approuvé le Rapport, qui avait également été entériné par le Conseil d'administration du PAM à sa session de février 2006.

²⁴ C 2007/INF/10; CL 131/PV/7; CL 131/PV/11.

89. Les Membres se sont félicités des activités réalisées par le PAM en 2005, notamment ses interventions lors du tsunami, du tremblement de terre en Asie du Sud et des situations d'urgence au Soudan, au Liban et en Amérique centrale. Ils ont reconnu le travail accompli par le PAM, à la fois pour les secours d'urgence et les activités de développement, notamment en ce qui concerne les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, le VIH/SIDA et l'éducation. Ils ont également salué l'initiative visant à mettre un terme à la faim et à la sous-nutrition des enfants.

90. De nombreux Membres ont souligné l'importance d'une coopération accrue entre le PAM, d'autres institutions des Nations Unies et les ONG, afin de réaliser le premier Objectif du Millénaire pour le développement. Certains Membres ont souligné l'importance des efforts de sensibilisation. Tout en appréciant la coopération renforcée entre la FAO et le PAM pour l'évaluation des besoins, les secours d'urgence et les analyses concernant la sécurité alimentaire, de nombreux Membres ont noté la recommandation ci-après du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies: « Pour construire la sécurité à long terme et interrompre le cycle des famines récurrentes, notamment en Afrique subsaharienne, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole devraient revoir leurs approches respectives et renforcer la coordination interinstitutions. Il conviendrait d'élaborer des stratégies complémentaires afin de renforcer les capacités locales et les moyens d'adaptation de façon à réduire les conséquences des famines ».

Élection de six membres du Conseil d'administration du PAM²⁵

91. En application de la Résolution 6/99 adoptée par la Conférence de la FAO à sa trentième session le 13 novembre 1999, le Conseil est appelé à élire six membres du Conseil d'administration du PAM parmi les États Membres de la FAO pour un mandat allant du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2009.

92. Le Conseil a élu les membres des listes ci-après au Conseil d'administration du PAM pour un mandat de trois ans (du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2009):

<u>Liste</u>	<u>Membres</u>
A	Zambie
B	Pakistan Philippines
C	Pérou
D	États-Unis d'Amérique Pays-Bas

93. Le Conseil a noté que l'Algérie démissionnera de son siège de la Liste A le 1^{er} janvier 2007 et il a élu le Soudan pour le reste du mandat, jusqu'au 31 décembre 2008.

²⁵ CL 131/4; CL 131/4-Sup.1; CL 131/PV/7; CL 131/PV/11.

QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

RAPPORT DE LA QUATRE-VINGTIÈME SESSION DU COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (ROME, 2-3 OCTOBRE 2006)²⁶

94. Le Conseil a examiné le rapport de la quatre-vingtième session du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ).

Statuts révisés de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO)

95. Le Conseil a pris note du processus aboutissant à la révision proposée des statuts de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest et il a adopté la résolution ci-après approuvant les statuts révisés de la Commission:

Résolution 1/131

Statuts révisés de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO)

LE CONSEIL,

Rappelant la Résolution 4/61 de 1973 portant création de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO) au titre du paragraphe 1 de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO et promulguant les statuts de la Commission,

Rappelant également la Résolution 3/74 de 1978 qui amendait les statuts de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO),

Notant que la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO), à sa douzième session (Port of Spain, Trinité, octobre 2005), a approuvé à l'unanimité une version révisée de ses statuts et a invité le Conseil à approuver cette version révisée en vue de renforcer la Commission pour promouvoir une conservation, une gestion et un développement efficaces des ressources biologiques marines dans toute la région de l'Atlantique Centre-Ouest,

Décide d'approuver les statuts révisés de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO), comme suit:

1. Objectifs de la Commission

Sans porter préjudice aux droits souverains des États côtiers, la Commission favorise la conservation, la gestion et le développement efficaces des ressources biologiques marines de sa zone de compétence, conformément au Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable, et traite des problèmes communs de gestion et de développement des pêches auxquels des membres sont confrontés.

2. Principes généraux

- a. La Commission veille à appliquer et à faire appliquer les dispositions du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO et ses instruments correspondants, y compris l'approche de précaution et l'approche par écosystème en matière de gestion des pêches.
- b. La Commission accorde l'attention voulue aux pêches artisanales et de subsistance.

²⁶ CL 131/5; CL 131/PV/8; CL 131/PV/11.

- c. La Commission travaille en étroite coordination et coopération avec d'autres organisations internationales pertinentes sur des questions d'intérêt commun.

3. Zone de compétence

La zone de compétence de la Commission est définie comme englobant les eaux de l'Atlantique Centre-Ouest limitée par une ligne tracée comme suit:

Partant d'un point situé sur le littoral de l'Amérique du Sud à 10° 00' de latitude S, puis suivant cette côte vers le Nord jusqu'au-delà de l'entrée du Canal de Panama, côté de l'Atlantique; suivant ensuite le littoral de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Nord jusqu'à un point situé sur ce littoral à 35° 00' de latitude N; de là, plein Est sur ce parallèle, jusqu'à 42° 00' de longitude O; de là, plein Nord, sur ce méridien, jusqu'à 36° 00' de latitude N; puis plein Est, sur ce parallèle, jusqu'à 40° 00' de longitude O; de là, plein Sud, sur ce méridien, jusqu'à 5° 00' de latitude N; de là, plein Est, sur ce parallèle, jusqu'à 30° 00' de longitude O; puis plein Sud, sur ce méridien, jusqu'à l'Équateur; puis plein Est, sur l'Équateur, jusqu'à 20° 00' de longitude O; de là plein Sud, sur ce même méridien, jusqu'à 10° 00' de latitude S; enfin, plein Ouest, sur ce parallèle, jusqu'au point de départ à 10° 00' de latitude S sur la côte de l'Amérique du Sud.

4. Espèces

La Commission couvre toutes les ressources marines biologiques, sans porter préjudice aux responsabilités d'aménagement et à l'autorité d'autres organisations ou arrangements d'aménagement des pêches compétents dans la région.

5. Composition

La Commission est composée des Membres et Membres associés de l'Organisation qui sont des États côtiers dont les territoires se situent totalement ou en partie dans la zone relevant de la Commission ou des États dont les navires pratiquent la pêche dans la zone de compétence de la Commission et qui ont notifié par écrit au Directeur général de l'Organisation leur souhait d'adhérer à la Commission.

6. Fonctions de la Commission

La Commission assume les fonctions et responsabilités suivantes:

- a. contribuer à améliorer la gouvernance des pêches par des mécanismes institutionnels qui encouragent la coopération entre les membres;
- b. aider ses membres à mettre en application les instruments internationaux pertinents sur les pêches, notamment le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable et les plans d'action internationaux y afférents;
- c. aider les gestionnaires des pêches à élaborer et mettre en oeuvre des systèmes de gestion qui tiennent dûment compte des questions environnementales, sociales, économiques et culturelles;
- d. suivre en permanence l'état des ressources halieutiques dans la zone et les activités correspondantes et encourager l'échange d'informations à ce sujet;
- e. promouvoir, coordonner et, le cas échéant, organiser ou entreprendre des activités de recherche liées aux ressources biologiques marines dans la zone de compétence de la Commission, y compris sur les interactions entre les pêches et l'écosystème, et concevoir les programmes nécessaires à cette fin;
- f. promouvoir, coordonner et, le cas échéant, entreprendre la collecte, l'échange et la diffusion de données statistiques, biologiques, environnementales et socioéconomiques et d'autres informations sur les pêches maritimes, ainsi que leur analyse ou étude;

- g. fournir aux membres le soutien et les avis nécessaires pour leur permettre de prendre, en matière de gestion des pêches, des décisions fondées sur les meilleures données scientifiques disponibles;
- h. fournir des avis sur les mesures d'aménagement aux gouvernements membres et aux organisations des pêches compétentes;
- i. fournir des avis sur le suivi, le contrôle et la surveillance et encourager la coopération dans ce domaine, y compris la réalisation d'activités conjointes, en particulier en ce qui concerne les questions de nature régionale ou sous-régionale;
- j. promouvoir, coordonner et, le cas échéant, renforcer le développement des capacités institutionnelles et des ressources humaines, notamment par des activités d'éducation, de formation et de vulgarisation dans les domaines de compétence de la Commission;
- k. promouvoir et encourager l'utilisation des embarcations, engins et techniques de pêche les plus adéquats et des meilleures techniques de post-capture, conformément au Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable;
- l. faciliter le commerce du poisson et des produits qui en dérivent en encourageant l'application de normes sanitaires et phytosanitaires acceptées sur le plan international;
- m. encourager et faciliter l'harmonisation des lois et règlements nationaux pertinents et assurer la compatibilité des mesures de conservation et de gestion;
- n. aider ses membres à conserver, gérer et développer les stocks transfrontières et chevauchants dans leurs juridictions nationales respectives et, sur demande, faciliter ces activités;
- o. aider, le cas échéant, ses membres à prévenir et, à la demande des parties intéressées, à résoudre les conflits concernant les pêches;
- p. promouvoir la liaison entre ses membres et toutes les institutions compétentes dans la zone couverte par la Commission et dans les eaux adjacentes;
- q. rechercher des fonds et d'autres ressources pour assurer les opérations à long terme de la Commission et mettre en place, le cas échéant, un fonds fiduciaire pour recueillir des contributions volontaires à cette fin;
- r. aider à l'acheminement de financements indépendants en faveur de ses membres pour des initiatives concernant la conservation, la gestion et le développement des ressources biologiques marines dans la zone de compétence de la Commission;
- s. élaborer son plan de travail;
- t. réaliser toute autre activité qui pourrait être nécessaire à l'accomplissement de son objectif, tel que défini ci-dessus.

7. Institutions

- 1) La Commission se réunit au moins une fois tous les deux ans.
- 2) La Commission peut créer, sur une base *ad hoc*, les organes subsidiaires qu'elle estime être nécessaires à l'accomplissement de ses activités, notamment pour régler des problèmes spécifiques découlant des subdivisions dans son domaine de compétence.
- 3) La création d'un organe subsidiaire est conditionnée à la disponibilité des fonds nécessaires au chapitre budgétaire pertinent de l'Organisation, qui est déterminée par le Directeur général. Avant de prendre une décision entraînant des dépenses liées à la création d'organes subsidiaires, la Commission est saisie d'un rapport du Directeur général sur les incidences administratives et financières de cette décision.
- 4) Le Secrétaire de la Commission est désigné par le Directeur général devant lequel il est responsable au point de vue administratif.
- 5) Toute opération financière relative à la Commission et à ses organes subsidiaires est régie par les dispositions pertinentes du Règlement financier de l'Organisation. Les dépenses engagées par les représentants des membres de la Commission, leurs suppléants ou leurs conseillers, pour la participation aux sessions de la Commission ou de ses organes subsidiaires, ainsi que les dépenses encourues par les observateurs

participant aux sessions sont à la charge des gouvernements ou des organisations respectifs.

8. Établissement de rapports

La Commission remet au Directeur général des rapports sur ses activités et recommandations à intervalles appropriés de manière à permettre au Directeur général de les prendre en considération lors de la préparation du projet de Programme de travail et budget de l'Organisation et d'autres documents à soumettre à la Conférence, au Conseil ou aux Comités du Conseil. Le Directeur général portera à l'attention de la Conférence, par la voie du Conseil, les recommandations adoptées par la Commission qui ont des incidences sur les politiques, le programme ou les finances de l'Organisation. Dès qu'ils sont disponibles, des exemplaires de chaque rapport de la Commission sont distribués aux Membres de la Commission et aux autres pays Membres et Membres associés de l'Organisation et d'organisations internationales pour information.

9. Observateurs

- i) Tout Membre ou Membre associé de l'Organisation qui ne fait pas partie de la Commission peut, à sa demande, être représenté en qualité d'observateur aux sessions de la Commission et de ses organes subsidiaires, selon qu'il conviendra.
- ii) Les États qui, sans être Membres de l'Organisation, sont Membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une quelconque de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique peuvent, sur leur demande et sous réserve de l'assentiment de la Commission, être représentés en tant qu'observateurs, conformément à la disposition adoptée par la Conférence de l'Organisation concernant l'octroi aux États du statut d'observateur.
- iii) La Commission prévoit la participation à ses réunions, en qualité d'observateur, et conformément aux dispositions de son règlement intérieur, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales internationales ayant une expertise dans son domaine d'activité.
- iv) La participation d'organisations internationales aux travaux de la Commission et les relations entre la Commission et ces organisations sont régies par les dispositions pertinentes de l'Acte constitutif et du Règlement général de l'Organisation ainsi que par les règles relatives aux relations avec les organisations internationales adoptées par la Conférence et le Conseil de l'Organisation.

10. Règlement intérieur

La Commission peut adopter et amender son propre règlement intérieur, qui sera conforme à l'Acte constitutif et au Règlement général de l'Organisation ainsi qu'à la Déclaration de principe régissant les Commissions et Comités adoptée par la Conférence. Le règlement intérieur et les amendements qui y sont apportés entrent en vigueur dès leur approbation par le Directeur général.

11. Coopération avec des organisations internationales

La coopération entre la Commission et d'autres organisations internationales sur des questions d'intérêt mutuel est conduite conformément aux dispositions pertinentes du Règlement et des procédures de l'Organisation.

23 novembre 2006

Rationalisation des règles d'adhésion aux comités dits « ouverts » du Conseil de la FAO

96. Le Conseil s'est associé à l'opinion du CQCJ selon laquelle la notification biennale d'adhésion entraînait une procédure administrative lourde et longue, sans ajouter de réelle valeur aux travaux de fond des Comités. Le Conseil a accueilli favorablement la proposition consistant à amender le Règlement général de l'Organisation de telle sorte que les Membres notifieraient au Directeur général leur intention de participer aux travaux d'un ou plusieurs Comités « ouverts » du Conseil et qu'ils en resteraient membres aussi longtemps qu'ils ne manqueraient pas deux sessions consécutives du (des) Comité(s) en question, ou ne notifieraient pas leur intention de se retirer.

97. Le Conseil est donc convenu de recommander à la Conférence, pour adoption à sa trente-quatrième session, en novembre 2007, le projet de résolution ci-après approuvant les amendements aux articles pertinents du Règlement général de l'Organisation.

Projet de résolution de la Conférence***Amendement aux articles XXIX.2, XXX.2, XXXI.2, XXXII.2 et XXXIII.2 du Règlement général de l'Organisation*****LA CONFÉRENCE,**

Ayant pris note des vues du Comité des questions constitutionnelles et juridiques, à sa quatre-vingtième session (Rome, 2-3 octobre 2006) concernant les amendements proposés aux articles XXIX, paragraphe 2, (Membres du Comité des produits); XXX, paragraphe 2, (Membres du Comité des pêches); XXXI, paragraphe 2, (Membres du Comité des forêts); XXXII, paragraphe 2 (Membres du Comité de l'agriculture); et XXXIII, paragraphe 2, (Membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale) du Règlement général de l'Organisation,

Considérant que le Conseil, à sa cent trente et unième session (Rome, 20-25 novembre 2006), était convenu de transmettre à la Conférence, pour approbation, les amendements proposés aux articles XXIX, paragraphe 2; XXX, paragraphe 2; XXXI, paragraphe 2; XXXII, paragraphe 2; et XXXIII, paragraphe 2, du Règlement général de l'Organisation,

Ayant noté que ces articles, qui exigent une notification biennale de l'adhésion aux « Comités ouverts » du Conseil, entraînent une procédure administrative lourde et longue, sans ajouter de réelle valeur aux travaux de fond de ces Comités et que les amendements proposés à ces articles régissant la composition des Comités permettraient de rationaliser les procédures administratives ayant trait à la participation des Membres,

Ayant noté en outre que la présence effective des Membres aux réunions des Comités doit être officiellement enregistrée pour éviter toute contestation de la validité des délibérations, mais qu'il est tout aussi évident que le système actuel, basé sur la perte de la qualité de membre au terme de chaque période biennale, entraîne une charge administrative pour les représentants permanents, les administrations nationales et le Secrétariat de l'Organisation de sorte que la réduction de cette charge permettrait de réaliser des gains d'efficience en matière de gouvernance,

Rappelant que le principe de la perte de la qualité de membre après une absence à deux sessions consécutives du Conseil est déjà inscrite à l'article XXII, paragraphe 7, du Règlement général de l'Organisation sur la composition du Conseil de la FAO, qui stipule ce qui suit: « Un Membre du Conseil est considéré comme démissionnaire ... s'il ne s'est pas fait représenter à deux sessions consécutives du Conseil. »,

Décide:²⁷

D'amender comme suit les articles XXIX, paragraphe 2; XXX, paragraphe 2; XXXI, paragraphe 2; XXXII, paragraphe 2; et XXXIII, paragraphe 2, du Règlement général de l'Organisation:

« 2. La notification ... peut être faite à tout moment et cette adhésion ~~est acquise pour une période biennale~~ considérée comme acquise à moins que le Membre ne se soit pas fait représenter à deux sessions consécutives du Comité, ou qu'il ait notifié son retrait du Comité. Le Directeur général diffuse, au début de chaque session du Comité, un document donnant la liste des Membres du Comité. »

Représentation de la région Proche-Orient au Comité financier

98. Le Conseil a noté que des consultations informelles entre les groupes régionaux avaient été engagées, mais qu'il leur fallait encore du temps pour parvenir à une position commune et qu'en conséquence, le CQCJ avait différé l'examen de cette question.

Accès des Membres aux rapports du Bureau de l'Inspecteur général

99. Le Conseil a noté que le CQCJ avait examiné cette question en détail, à la lumière, notamment, des critères pour la modification ou la non-divulgence des rapports, formulés par le Bureau des services du contrôle interne de l'ONU et qu'il avait proposé des « critères provisoires pour la modification ou la non-divulgence des rapports émis par le Bureau de l'Inspecteur général ». Cependant, compte tenu du fait qu'une étude récente intitulée « Examen global du dispositif de gouvernance et de contrôle à l'ONU et dans ses fonds, programmes et institutions spécialisées » n'avait pas encore été examinée à l'ONU et malgré le caractère provisoire des critères proposés, le Conseil a différé l'examen de cette question et il a demandé au CQCJ de la réexaminer à sa session du printemps 2007.

Statut personnel des fonctionnaires aux fins du versement des prestations

100. Le Conseil a pris note des observations du CQCJ sur la question du « Statut personnel des fonctionnaires aux fins du versement des prestations » et il est convenu que le CQCJ devrait réexaminer cette question à sa session du printemps 2007.

Autres questions

101. Le CQCJ a été informé que M. Luis M. Bombín, Secrétaire du CQCJ depuis février 1995, partirait à la retraite. Le CQCJ a voulu exprimer officiellement sa grande satisfaction pour les services remarquables rendus par M. Bombín au CQCJ et il lui a souhaité plein succès pour l'avenir.

AUTRES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES*Invitation d'États non membres à assister à des réunions de la FAO*²⁸

102. Le Conseil a également été informé que depuis sa cent trentième session, le Directeur général avait invité la République du Monténégro, à sa demande, à assister en tant qu'observateur à la vingt et unième session du Groupe intergouvernemental sur la viande et les produits laitiers (Rome, 13-17 novembre 2006).

²⁷ Les mots barrés sont à supprimer, les mots soulignés, à ajouter.

²⁸ CL 131/PV/1; CL 131/PV/11.

Demandes d'admission à la qualité de membre de l'Organisation²⁹

103. Le Conseil a été informé qu'une demande d'admission à la qualité de membre avait été soumise par la République du Monténégro.

104. En attendant que la Conférence se prononce sur cette demande d'admission et en application du paragraphe 11 de l'Article XXV du Règlement général de l'Organisation et des paragraphes B-1, B-2 et B-5 des « Principes régissant l'octroi du statut d'observateur aux nations », le Conseil a autorisé le Directeur général à inviter le pays à participer, en qualité d'observateur, à la présente session du Conseil, ainsi qu'aux réunions régionales et techniques de l'Organisation pouvant l'intéresser.

²⁹ CL 131/16; CL 131/PV/1; CL 131/PV/11.

QUESTIONS DIVERSES

CALENDRIER DES SESSIONS DES ORGANES DIRECTEURS ET DES AUTRES RÉUNIONS PRINCIPALES DE LA FAO 2007-2008³⁰

105. Le Conseil a approuvé le calendrier pour 2007, tel qu'il est reproduit à l'Annexe E au présent rapport, en notant que les dates pour 2008 étaient fournies à titre d'information. Le calendrier des sessions des organes directeurs et des autres réunions principales pour 2008 serait approuvé par la cent trente-quatrième session du Conseil, en novembre 2007, sur la base du calendrier provisoire pour 2008-2009 qui serait examiné à cette session.

106. Le Conseil a noté que sa cent trente-deuxième session se tiendrait, à titre expérimental, sur cinq jours, à savoir du lundi 18 au vendredi 22 juin 2007 en tant que mesure d'économie et d'efficience. À sa cent trente-quatrième session, en novembre 2007, le Conseil serait invité à dresser le bilan de la session de cinq jours et, selon les conclusions tirées, à décider si sa cent trente-cinquième session (novembre 2008) durerait cinq ou six jours.

HOMMAGE À LA MÉMOIRE DE M. FRANÇOIS DAUPHIN ET M. RAFFAELE SUPPA, ANCIENS FONCTIONNAIRES DE LA FAO³¹

107. Le Conseil a rendu hommage à la mémoire de M. François Dauphin et de M. Raffaele Suppa, anciens fonctionnaires de la FAO, décédés lors d'un accident de la route le 18 novembre 2006 à El Minia (Égypte) où ils évaluaient un projet pour la FAO. Cet accident a également coûté la vie à deux fonctionnaires du Gouvernement égyptien.

108. Le Conseil a observé une minute de silence à sa mémoire.

DÉCLARATION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL³²

109. Le Président de l'Association du personnel de terrain (FSA) a pris la parole au nom des trois associations représentant le personnel et a centré son intervention sur la réforme de la FAO. Il a indiqué que le personnel avait exprimé l'espoir que les changements mis en oeuvre pour l'instant renforceraient la capacité de l'Organisation d'aider les Membres à faciliter l'accès à des aliments sains et adéquats d'un point de vue nutritionnel, à réduire la pauvreté et à encourager le développement agricole.

110. Il a souligné plusieurs faiblesses du processus de réforme, concernant le calendrier, l'absence de communication, le bien-fondé et la portée des réformes éventuelles. Il a fait part des inquiétudes et des frustrations du personnel relatives aux propositions de réforme, ainsi que les effets négatifs de l'absence de ressources sur la qualité des services que le personnel souhaiterait proposer et ce, même dans les domaines prioritaires. Il a indiqué que pour être viable, toute réforme visant à améliorer les services fournis par la FAO devait reposer sur une vision bien définie du rôle de l'Organisation au sein de la communauté internationale; il conviendrait de disposer d'une stratégie réaliste et de ressources suffisantes pour s'acquitter des missions délicates que les Membres ont confiées à l'Organisation, en particulier en aidant les pays à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a remercié le Conseil d'avoir donné l'occasion de s'exprimer aux associations représentant le personnel.

³⁰ CL 131/LIM/2; CL 131/PV/6; CL 131/PV/11.

³¹ CL 131/1; CL 131/PV/1; CL 129/PV/11.

³² CL 131/8; CL 131/PV/1; CL 129/PV/11.

111. Des Membres ont exprimé leur satisfaction à propos des informations et des observations communiquées par le personnel et ont indiqué que les Membres du Conseil étaient conscients des responsabilités que cela supposait. Le Conseil a pris note de l'impact considérable que les changements institutionnels pourraient avoir sur le bien-être moral et le travail du personnel. Certains Membres ont rappelé que les propositions de restructuration de l'Organisation, comme la décentralisation, étaient demandées par les Membres au bénéfice des populations mondiales, en particulier des pays en développement.

112. Le Conseil a souligné que les réformes et les changements devraient être conçus et mis en œuvre en consultation avec les parties prenantes, notamment le personnel, tout en reconnaissant également que la décision finale relevait des Membres, en consultation avec la Direction générale.

113. Le Conseil a reconnu l'importance d'un personnel expérimenté, a réaffirmé que les femmes et les hommes qui travaillaient au Siège de la FAO et sur le terrain étaient la principale force de l'Organisation et a à nouveau rendu hommage à leur dévouement et à leur travail.

ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FORÊT³³

114. Le Conseil a recommandé à la FAO, en sa qualité de Présidente du Partenariat de collaboration sur les forêts, de travailler en étroite collaboration avec le Forum des Nations Unies sur les forêts et avec d'autres membres du partenariat pour l'organisation de l'Année internationale de la forêt (2011), dans le cadre de son mandat et conformément à la décision que l'Assemblée générale des Nations Unies devait prendre à sa soixante et unième session sur la question. À cet égard, le Conseil a demandé au Secrétariat de la FAO de commencer à planifier les activités relatives à l'Année internationale de la forêt et de faire rapport en temps utile au Conseil et à la Conférence sur son programme d'activités.

115. Le Secrétariat a indiqué que les activités liées à l'Année internationale de la forêt devraient être mises en œuvre en grande partie au moyen de ressources extrabudgétaires.

³³ CL 131/PV/1; CL 131/PV/8; CL 131/PV/11.

ANNEXE A**ORDRE DU JOUR DE LA CENT TRENTE ET UNIÈME SESSION DU CONSEIL**

I. INTRODUCTION - QUESTIONS DE PROCÉDURE

1. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
2. Élection des trois Vice-Présidents et nomination du Président et des membres du Comité de rédaction

II. SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

3. Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2006
4. Rapport de la trente-deuxième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (octobre-novembre 2006)

III. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME, AU BUDGET, AUX FINANCES ET À L'ADMINISTRATION

5. Rapport sur l'exécution du Programme 2004-2005
6. Rapport des Réunions conjointes du Comité du Programme et du Comité financier (mai et septembre 2006, respectivement)
 - 6.1 PTB révisé 2006-2007
 - 6.2 Économies et gains d'efficience en matière de gouvernance
 - 6.3 Autres questions découlant des rapports
7. Rapports des quatre-vingt-quinzième et quatre-vingt-seizième sessions (mai et septembre 2006, respectivement) du Comité du Programme
8. Rapports des cent douzième, cent treizième, cent quatorzième, cent quinzième et cent seizième sessions (Rome, février, mai, juin, septembre et octobre 2006) du Comité financier
 - 8.1 Comptes vérifiés de la FAO 2004-2005
 - 8.2 Mesures visant à combler le déficit de trésorerie de l'Organisation
 - 8.3 Situation en ce qui concerne les contributions 2006
 - 8.4 Exécution du budget 2004-2005
 - 8.5 Autres questions découlant des rapports
9. Application des décisions de la Conférence sur la Réforme et propositions du Directeur général
10. État d'avancement de l'Évaluation externe indépendante de la FAO

IV. ACTIVITÉS DE LA FAO ET DU PAM

11. Résultats et suivi par la FAO de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) (Porto Alegre, Brésil, 7-10 mars 2006)
12. Faits nouveaux à l'échelon international concernant la gestion des pesticides
13. Programme alimentaire mondial
 - 13.1 Rapport annuel du Conseil d'administration du PAM sur ses activités en 2005
 - 13.2 Élection de six membres du Conseil d'administration du PAM

V. QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

14. Rapport de la quatre-vingtième session (octobre 2006) du Comité des questions constitutionnelles et juridiques
15. Autres questions constitutionnelles et juridiques:
 - 15.1 Invitation d'États non membres à assister à des réunions de la FAO
 - 15.2 Demandes d'admission à la qualité de membre de l'Organisation

VI. QUESTIONS DIVERSES

16. Calendrier des sessions des organes directeurs et des autres réunions principales de la FAO 2007-2008
17. Autres questions

المرفق باء
附录 B
APPENDIX B
ANNEXE B
APÉNDICE B

قائمة المندوبين والمراقبين

代表和观察员名单

LIST OF DELEGATES AND OBSERVERS

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET OBSERVATEURS

LISTA DE DELEGADOS Y OBSERVADORES

الرئيس المستقل

独立主席

Independent Chairman

Président indépendant

Presidente Independiente

: Mohammad Saeid NOORI-NAEENI (Iran, Islamic Republic of)

نواب الرئيس

副主席

Vice-Chairpersons

Vice-présidents

Vicepresidentes

: Michael TABONG KIMA (Cameroon)

: Guntram FREIHERR VON SCHENCK (Germany)

: Hassáne ABI-AKAR (Lebanon)

حسان أبي عكار (لبنان)

أعضاء المجلس
理事会成员
MEMBERS OF THE COUNCIL
MEMBRES DU CONSEIL
MIEMBROS DEL CONSEJO

ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA - الجزائر

Représentant

Rachid MARIF

Ambassadeur

Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

رشيد معريف
السفير والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Suppléant(s)

Abderrahman HAMIDAOU

Ministre Plénipotentiaire

Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

عبد الرحمن حميدوي
الوزير المفوض والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Yazid SEMMAR

Chef de Cabinet auprès de M. le Ministre
de l'agriculture et du développement rural
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Alger

يزيد سمّار
رئيس ديوان لدى وزير الزراعة والتنمية الريفية
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
الجزائر (العاصمة)

Mme Saïda ZOUGGAR

Directrice de la programmation des
investissements et des études économiques
Ministère de l'agriculture et du
développement rural
Alger

سعيدة زوغار
مديرة برمجة الاستثمارات والدراسات الاقتصادية
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
الجزائر (العاصمة)

Sofiane DJENIDI

Secrétaire diplomatique

Ministère des affaires étrangères

Alger

سفيان جنيدي
سكرتير دبلوماسي
وزارة الشؤون الخارجية
الجزائر (العاصمة)

ANGOLA

Représentant

Manuel Pedro PACAVIRA

Ambassadeur

Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)

Pedro Agostinho KANGA

Directeur

Cabinet des relations internationales

Ministère de l'agriculture et du
développement rural

Luanda

Tobias LOPES

Directeur adjoint

Cabinet du Ministre

Ministère de l'agriculture et du
développement rural

Luanda

Kiala Kia MATEVA

Conseiller

Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Carlos Alberto AMARAL

Conseiller

Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Maria Celestina PACAVIRA DA COSTA
Ambassade de la République d'Angola
Rome

ARMENIA - ARMÉNIE

Representative
Zohrab V. MALEK
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Representative
Peter WOOLCOTT
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Don BANFIELD
Deputy Secretary
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry
Canberra

Ms Fran FREEMAN
General Manager, Multilateral Trade
Branch
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry
Canberra

Ms Judy BARFIELD
Counsellor (Agriculture)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Brett HUGHES
Manager
OECD, FAO and APEC, International
Division
Department of Agriculture, Fisheries and
Forestry
Canberra

Ms Sarah LEONARDI
Assistant to the Counsellor for Agriculture
Embassy of Australia
Rome

BANGLADESH

Representative
Fazlul KARIM
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)
Mrs Nasrin AKHTER
Counsellor (Economic Affairs)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

BOLIVIA - BOLIVIE

Representante
Sra. María Isabel CADIMA PAZ
Consejero
Encargado de Negocios a.i.
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL

Representative
Guilherme CASSEL
Minister
Ministry of Agrarian Development
Brasilia

Alternate(s)
Ms Ligia Maria SCHERER
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Milton RONDÓ FILHO
Counsellor
General-Coordinator of International
Activities to Fight Hunger - CGFOME
Ministry of External Relations
Brasilia

Saulo CEOLIN
Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Mario Gustavo MOTTIN
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Celso CARVALHO
Deputy Head of the International Affairs
Office
Ministry of Agrarian Development
Brasilia

**CAMEROON - CAMEROUN -
CAMERÚN**

Représentant
Michael TABONG KIMA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)
Philippe MOUMIE
Secrétaire permanent
Comité de gestion de l'assistance
FAO/PAM
Yaoundé

Moungui MÉDI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

CANADA - CANADÁ

Representative
Paul MURPHY
Executive Director
Programs and Multilateral Affairs Division
International Markets Bureau
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

Alternate(s)
James MELANSON
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Kathryn MCKINLEY
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Matt DEUTSCHER
Senior Policy Officer
UN and Commonwealth Affairs Division
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Osman ELMI
Senior Multilateral Officer
Programs and Multilateral Affairs Division
International Markets Bureau
Agriculture and Agri-Food Canada
Ottawa

**CAPE VERDE - CAP-VERT –
CABO VERDE**

Représentant
José Eduardo DANTAS FERREIRA
BARBOSA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)
Mme Maria GORETTI SANTOS LIMA
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Mme Adelaide RIBEIRO
Directrice des Services d'étude,
planification et coopération
Ministère de l'environnement et de
l'agriculture
Praia

CHILE - CHILI

Representante
Sra. Cecilia LEIVA M.
Subsecretaria de Agricultura
Ministerio de Agricultura
Santiago

Suplente(s)

Gabriel VALDÉS SUBERCASEAUX
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Francisco FUENZALIDA
Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la FAO
Roma

Hector ECHEVERRÍA
Jefe de Gabinete de la
Subsecretaria de Agricultura
Ministerio de Agricultura
Santiago

Sergio INSUNZA BECKER
Attaché
Representante Permanente Alterno ante la FAO
Roma

CHINA - CHINE - 中国

Representative

MA YOUXIANG
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative to FAO
Rome

代表

马有祥
常驻粮农组织代表
全权公使
罗马

Alternate(s)

Ms YAO XIANGJUN
Deputy Director-General
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

副代表

姚向君（女士）
中国农业部
国际合作司
副司长
北京

JI MINGFENG

Deputy Director-General
Department of Finance
Ministry of Agriculture
Beijing

冀名峰
中国农业部
财务司
副司长
北京

LIU PING

Deputy Director-General
General Office
Ministry of Agriculture
Beijing

刘平
中国农业部
办公厅
副司长
北京

HU YAN'AN

Counsellor
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

胡延安
常驻粮农组织代表处
参赞
罗马

GUO HANDI

First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

郭汉弟
常驻粮农组织代表处
一秘
罗马

WANG JINBIAO
Deputy Division-Director
Department of International Cooperation
Ministry of Agriculture
Beijing

王锦标
中国农业部
国际合作司
副处长
北京

ZHANG MINGJIE
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

张明杰
常驻粮农组织代表处
二秘
罗马

CHEN CHANGBING
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

陈常兵
常驻粮农组织代表处
三秘
罗马

PANG YULIANG
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

庞玉良
常驻粮农组织代表处
三秘
罗马

CONGO

Représentant
Mamadou DEKAMO KAMARA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)
Emile ESSEMA
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Guy Jean-Claude OKOULATSONGO
Premier Secrétaire
Ambassade de la République du Congo
Rome

CÔTE D'IVOIRE

Représentant
Richard Gbaka ZADY
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)
Alassane Zié DIAMOUTENE
Directeur de Cabinet du Ministre de
l'agriculture
Ministère de l'agriculture
Abidjan

Kouamé Apporture KOUAKOU
Conseiller technique, chargé des
productions
Ministère de l'agriculture
Abidjan

Apia Edmond N'DRI
Directeur des productions alimentaires et
de la diversification
Ministère de l'agriculture
Abidjan

Aboubakar BAKAYOKO
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

Lida Lambert BALLOU
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

CUBA

Representante
Alfredo Néstor PUIG PINO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)
Sra. Delia RODRÍGUEZ PARRA
Tercer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Carlos ALFARO ALFARO
Especialista
Dirección de Organismos Económicos
Internacionales
Ministerio para la Inversión Extranjera y la
Colaboración Económica (MINVEC)
La Habana

EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO - مصر

Representative
Mohamed Ashraf GAMAL ELDIN
RASHED
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

محمد أشرف جمال الدين راشد
السفير والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Alternate(s)
Abou Bakr Mohamed HEFNY
MAHMOUD
Minister Plenipotentiary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

أبو بكر محمد حفني محمود
الوزير المفوض والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Said Mohamed MANSOUR
Agricultural Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

سيد محمد منصور
المستشار الزراعي نائب الممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Yasser Abdel Rahman SOROUR
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

ياسر عبد الرحمن سرور
السكرتير الثاني
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Ashraf Ahmed ABO-MOSTAFA
FAO Department
Foreign Agricultural Relations
Ministry of Agriculture and Land
Reclamation
Cairo

أشرف أحمد عبد الغفار
ادارة منظمة الأغذية والزراعة
العلاقات الزراعية الخارجية
وزارة الزراعة واستصلاح الأراضي
القاهرة

Bassem Abdel HADY
Third Secretary
Office of the Deputy Assistant Foreign
Minister for NAM, OIC and UN
Specialized Agencies
Embassy of the Arab Republic of Egypt
Rome

باسم عبد الهادي
السكرتير الثالث
مدير مكتب نائب مساعد وزير الخارجية، لشؤون منظمة
المؤتمر الإسلامي ووكالات الأمم المتحدة المتخصصة
سفارة جمهورية مصر العربية
روما

EL SALVADOR

Representante
José Roberto ANDINO SALAZAR
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)

Sra. María Eulalia JIMÉNEZ DE MOCHI
ONORI
Ministra Consejera
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Eduardo VIDES
Ministro Consejero
Encargado de Negocios a.i.
Embajada de la República de El Salvador
ante la Santa Sede
Roma

Sra. Patricia COMANDARI ANDINO
Ministra Consejera
Embajada de la República de El Salvador
ante la Soberana Orden de Malta
Roma

Sra. María Abelina TORRES
Primer Secretario y Encargada de Asuntos
Consulares
Embajada de la República de El Salvador
Roma

ERITREA - ÉRYTHRÉE

Representative

Zemed Tekle WOLDETATIOS
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Yohannes TENSUE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

FRANCE - FRANCIA

Représentant

Charles MILLON
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)

Jean-Jacques SOULA
Conseiller scientifique
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Patrick PRUVOT
Secrétaire général
Comité interministériel de l'agriculture et
de l'alimentation
Secrétariat général des affaires européennes
Paris

Ludovic LARBODIÈRE
Chargé de mission
Service des relations internationales
Ministère de l'agriculture et de la pêche
Paris

Daniel MERKEZ
Chargé de mission
Département des Nations Unies et des
organisations internationales
Ministère des affaires étrangères
Paris

Jean GAULT
Chargé de mission
Service des affaires internationales
Ministère de l'écologie
Paris

**GERMANY - ALLEMAGNE –
ALEMANIA**

Representative

Guntram Freiherr VON SCHENCK
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Heiner THOFERN
First Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Dietrich GUTH
Director
Federal Ministry of Food, Agriculture and
Consumer Protection
Berlin

Mrs Swantje HELBING
Head of Division
Federal Ministry of Food, Agriculture and
Consumer Protection
Berlin

Michael HOFFMANN
Assistant Head of Division
Federal Ministry of Foreign Affairs
Berlin

INDIA - INDE

Representative
Ms Radha SINGH
Secretary
Department of Agriculture and Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

Alternate(s)
Rajiv DOGRA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ramalingam PARASURAM
Minister (Agriculture)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Mrs Padmaja SINGH
Under Secretary
Department of Agriculture and Cooperation
Ministry of Agriculture
New Delhi

Raju KANDHASWAMY
Assistant
Embassy of India
Rome

INDONESIA - INDONÉSIE

Representative
Zaenal BACHRUDDIN
General Inspector
Ministry of Agriculture
Jakarta

Alternate(s)
Tjeppy D. SOEDJANA
Executive Secretary
Directorate General for Livestock Services
Ministry of Agriculture
Jakarta

Andi IRAWAN
Senior Adviser to the Minister
Ministry of Agriculture
Jakarta

Prabowo RESPATYO
Fourth Inspector
Department of General Inspectorate
Ministry of Agriculture
Jakarta

Aziz HIDAYAT
Third Inspector
Department of General Inspectorate
Ministry of Agriculture
Jakarta

Ms Yusni Emilia HARAHAHAP
Head of Foreign Cooperation Bureau
Ministry of Agriculture
Jakarta

Ms Siti Nugraha MAULUDIAH
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Erizai SODIKIN
Agriculture Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Hartyo HARKOMOYO
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) –
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') -
IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)****Representative**

Farid EIJALI
Deputy Minister
Department of International Affairs and
Cooperation Development for Africa
Ministry of Jihad-e-Agriculture
Tehran

Alternate(s)

Javad Shakhs TAVAKOLIAN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

ITALY - ITALIE - ITALIA**Représentant**

Romualdo BETTINI
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)

Paolo DUCCI
Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Rita Giuliana MANNELLA
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Mme Jessyama FORLINI
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Mme Marina CALVINO
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Mme Lourdes MALTEZ DESIDERI
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Stefano LAFIANDRA
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Paolo GIORGETTI
Ministère pour les politiques agricoles,
alimentaires et forestières
Rome

Augusto ZODDA
Ministère de l'économie et des finances
Rome

Jean CARBONERA
Ministère des affaires étrangères
Rome

Guglielmo GAROFALO
Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Pamela PRESCHERN
Ministère des affaires étrangères
Rome

Mme Barbara GALLO
Représentation permanente de l'Italie
auprès de la FAO
Rome

JAPAN - JAPON – JAPÓN**Representative**

Yuji NAKAMURA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Nobuhiko KAHO
Director
International Agricultural Organizations
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Kazunari TANAKA
Principal Deputy Director
Economic Security Division
Economic Affairs Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Jun FUKUDA
Deputy Director
Economic Security Division
Economic Affairs Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Minoru MIYASAKA
Assistant Director
International Cooperation Division
Ministry of Agriculture, Forestry and
Fisheries
Tokyo

Keizo TAKEWAKA
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Seichi YOKOI
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Tetsuya KAWASHIMA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Yoshihiro KURAYA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

LEBANON - LIBAN - LÍBANO - لبنان

Représentant
Hassane ABI AKAR
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

حسان أبي عكار
المستشار والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Suppléant(s)
Mme Amal SALIBI
Chef du Département pour les études
économiques
Ministère de l'agriculture
Beyrouth

أمال صليبي
رئيس إدارة الدراسات الاقتصادية
وزارة الزراعة
بيروت

MADAGASCAR

Représentant
Findrama Elson SAMBIHEVINY
Chargé d'affaires
Ambassade de la République de
Madagascar
Rome

Suppléant(s)
Monsieur MONJA
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

MALI – MALÍ

Représentant
Ibrahim Bocar DAGA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)

Modibo Mahamane TOURÉ
Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint après de la
FAO
Rome

MALTA - MALTE

Representative

Francis AGIUS
Parliamentary Secretary for Agriculture and
Fisheries
Ministry of Rural Affairs and the
Environment
Valletta

Alternate(s)

Carmelo ABELA
Head of the Parliamentary's Secretary
Secretariat
Ministry of Rural Affairs and the
Environment
Valletta

Randolph SPITERI
Communications Coordinator
Ministry of Rural Affairs and the
Environment
Valletta

Ritienne BONAVIA
First Secretary
Permanent Representation of the Republic
of Malta to FAO
Rome

MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO

Representante

Rafael TOVAR Y DE TERESA
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Suplente(s)

Jesús Eugenio HUERTA GONZÁLEZ
Director de Organismos Económicos
Multilaterales
Secretaría de Relaciones Exteriores
México

Elías REYES BRAVO

Subdirector para Naciones Unidas y
Asuntos Bilaterales
Dirección General de Asuntos
Internacionales
Secretaría de Agricultura, Ganadería,
Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación
Ciudad de México

Vladimir HERNÁNDEZ LARA

Consejero
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

**NETHERLANDS - PAYS-BAS –
PAÍSES BAJOS**

Representative

Ewald WERMUTH
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Theo VAN BANNING
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Dirk DE JONG
Policy Coordinator
Department of International Affairs
Ministry of Agriculture, Nature and Food
Quality
The Hague

Ms Marianne SINKE

Policy Officer
United Nations and International Financial
Institutions Department
Ministry of Foreign Affairs
The Hague

Ms Marjolein GEUSEBROEK

Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

NIGERIA - NIGÉRIA**Representative**

Ms A.I. PEPPLÉ
Permanent Secretary
Federal Ministry of Agriculture and Rural
Development
Abuja

Alternate(s)

Gabriel G. LOMBIN
Minister
Permanent Representative to FAO
Rome

Oyewole Titus OGUNMOLA
Director
Rural Development Department
Federal Ministry of Agriculture and Rural
Development
Abuja

S. NEGEDU
Director of Agriculture
Department of Agriculture
Federal Ministry of Agriculture and Rural
Development
Abuja

Charles WALI
Special Assistant to Permanent Secretary
Federal Ministry of Agriculture and Rural
Development
Abuja

M.O. AZEEZ
CAO (Desk Officer)
Department of Agriculture
Federal Ministry of Agriculture and Rural
Development
Abuja

OMAN - OMÁN - عُمان**Representative**

Khalfan AL NAEBI
Under Secretary
Ministry of Agriculture and Fisheries
Muscat

خلفان الناعبي
وكيل وزارة
وزارة الزراعة والثروة السمكية
مسقط سلطنة عمان

Alternate(s)

Mohammed Ridha Hassan SOLIMAN
Planning Adviser
Ministry of Agriculture and Fisheries
Muscat

محمد رضا حسن سليمان
مستشار تخطيط
وزارة الزراعة والثروة السمكية
مسقط سلطنة عمان

Hafedh Hamed Sulaiman AL-RAWAHI
Chargé d'Affaires
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

حافظ حامد سليمان الرواحي
مكلف بالأعمال
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Saud AL BADAAl
Director
Minister's Office
Ministry of Agriculture and Fisheries
Muscat

سعود البداعي
مدير مكتب الوزير
وزارة الزراعة والثروة السمكية
مسقط سلطنة عمان

Rasmi MAHMOUD
Technical Adviser
Embassy of the Sultanate of Oman
Rome

رسمي محمود
مستشار فني
سفارة سلطنة عُمان
روما

PAKISTAN - PAKISTÁN

Representative

Muhammad Ismail QURESHI
Secretary
Ministry of Food, Agriculture and
Livestock
Islamabad

Alternate(s)

Aamir Ashraf KHAWAJA
Counsellor (Agriculture)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

PANAMA - PANAMÁ

Representante

Eudoro Jaén ESQUIVEL
Embajador
Representante ante la FAO
Roma

Suplente(s)

Olmedo ESPINO
Secretario General
Ministerio de Desarrollo Agropecuario
Panamá

Horacio MALTEZ
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

PERU - PÉROU - PERÚ

Representante

Roberto SEMINARIO
Ministro
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Suplente(s)

Gino Rafael GIORFFINO CUNIBERTTI
Ministro Consejero
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Pedro Alberto Mario RUBÍN HERAUD
Consejero

Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Manuel Antonio ÁLVAREZ ESPINAL
Consejero
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Sra. Giannina ÁSTOLFI REPETTO
Tercer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Fernán VALER CARPIO
Attaché
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

PHILIPPINES - FILIPINAS

Representative

Philippe J. LHUILLIER
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Bernie FONDEVILLA
Executive Director
National Agriculture and Fishery Council
Department of Agriculture
Metro Manila

Noel D. DE LUNA
Agricultural Attaché
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Maria Luisa GAVINO
Assistant Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**REPUBLIC OF KOREA –
RÉPUBLIQUE DE CORÉE –
REPÚBLICA DE COREA**

Representative

CHANG-HYUN KIM

Director

International Cooperation Division

Ministry of Agriculture and Forestry

Seoul

Alternate(s)

Bandar Ben Abdel Mohsin AL

SHALHOOB

Alternate Permanent Representative to

FAO

Rome

بندر بن عبد المحسن الشلهوب
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Alternate(s)

SUNG-KYU KANG

Assistant Director

International Cooperation Division

Ministry of Agriculture and Forestry

Seoul

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Representative

Mrs Bojana HOCEVAR

Minister Plenipotentiary

Permanent Representative to FAO

Rome

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Représentant

Mme Gabriela DUMITRIU

Conseiller

Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO

Rome

Alternate(s)

Leon MEGUSAR

Advisor

Ministry of Agriculture, Forestry and Food

Ljubljana

Suppléant(s)

Mme Valentina NICOLESCU

Conseiller supérieur

Ministère de l'agriculture, des forêts, et du
développement rural

Bucarest

Representative

Tommie SJÖBERG

Deputy Director-General

Ministry of Agriculture, Food and Fisheries

Stockholm

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE -
ARABIA SAUDITA - المملكة العربية السعودية**

Representative

Abdulrahman Mohammed AL-ANGARI

Minister Plenipotentiary

Permanent Representative to FAO

Rome

Alternate(s)

Christer WRETBORN

Ambassador

Permanent Representative to FAO

Rome

Mrs Tina LINDSTRÖM

Senior Administrative Officer

Ministry of Agriculture, Food and Fisheries

Stockholm

عبد الرحمن محمد العنقري
الوزير المفوض والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Ms Helena SIVARD ASKVIK

Senior Administrative Officer

Ministry of Agriculture, Food and Fisheries

Stockholm

Jonas KASTENG

Trade Policy Analyst

Swedish Board of Agriculture

Jönköping

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Representative

Mrs Tritaporn KHOMAPAT
Minister (Agriculture)
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Kasem PRASUTSANGCHAN
Senior Policy and Planning Analyst
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok

Mrs Sairak CHAILANGGAR
First Secretary (Agriculture)
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

**TRINIDAD AND TOBAGO –
TRINITÉ-ET-TOBAGO –
TRINIDAD Y TABAGO**

Representative

Mrs Philippa FORDE
Acting Permanent Secretary
Ministry of Agriculture, Land and Marine
Resources
Port of Spain

Alternate(s)

Matthew LEE
Acting Director
Agricultural Planning Division
Ministry of Agriculture, Land and Marine
Resources
Port of Spain

UGANDA - OUGANDA

Representative

Bright RWAMIRAMA
Minister of State for Animal Resources
Entebbe

Alternate(s)

Deo K. RWABITA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Jimmy Pat SAAMANYA

Commissioner for Animal Production and
Marketing
Ministry of Agriculture, Animal Industry
and Fisheries
Entebbe

Semanda SAMUEL

Assistant Commissioner for Policy and
Planning
Ministry of Agriculture, Animal Industry
and Fisheries
Entebbe

Ms Margaret Lucy KYOGIRE

Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Robert SABIITI

First Secretary (Agricultural Attaché)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Mrs Ruth OKWELE

FAO Desk Officer
Ministry of Agriculture, Animal Industry
and Fisheries
Entebbe

**UNITED ARAB EMIRATES –
ÉMIRATS ARABES UNIS –
EMIRATOS ÁRABES UNIDOS -
الإمارات العربية المتحدة**

Representative

Mohammed Saeed AL KINDI
Minister for Environment and Water
Abu Dhabi

محمد سعيد الكندي
وزير البيئة والمياه
أبو ظبي

Alternate(s)

Abdulhamid Abdulfatah KAZIM
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

عبد الحميد عبد الفتاح كاظم
السفير والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Mohammed Saqer AL ASM
Assistant Under Secretary for Water and
Soil Affairs
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

محمد صقر الأصم
مساعد وكيل وزارة لشؤون المياه والتربة
وزارة البيئة والمياه
أبو ظبي

Borkan Khalifa Abdallah AL KHALIFA
Juridical Counsellor
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

بركان خليفة عبد الله آل خليفة
المستشار القانوني
وزارة البيئة والمياه
أبو ظبي

Habib Hussein Nasser AL-ABOUDI
Director
Planning and Follow-up Office
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

حبيب حسين ناصر العبودي
مدير مكتب التخطيط والمتابعة
وزارة البيئة والمياه
أبو ظبي

Ali Hassan AL HAMMUDI
Sector of Agricultural Affairs
Ministry of Environment and Water
Abu Dhabi

علي حسن الحمودي
قطاع الشؤون الزراعية
وزارة البيئة والمياه
أبو ظبي

Mirghani Hassan OBEID ALI
Embassy of the United Arab Emirates
Rome

ميرغني حسن عبيد علي
سفارة دولة الامارات العربية المتحدة
روما

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO

Representative
Neil BRISCOE
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate(s)

Victor C.D. HEARD
First Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Elizabeth NASSKAU
Deputy Permanent Representative to IFAD
Rome

Mrs Fiona PRYCE
Information Manager and FAO Programme
Support
Permanent Representation of the United
Kingdom to FAO
Rome

Ms Suzanne ADCOCK
United Nations and Commonwealth
Department
Department for International Development
London

Mrs Nicolette CIORBA
Office Manager and WFP Programme
Support
Permanent Representation of the United
Kingdom to FAO
Rome

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE – ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Representative
Michael YOST
Administrator
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Alternate(s)

Gaddi H. VASQUEZ
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Lee BRUDVIG
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

David HEGWOOD
Minister Counsellor for Agricultural
Affairs
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Richard HUGHES
FAO Liaison
International Cooperation and
Development
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Willem BRAKEL
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Sharon KOTOK
Foreign Affairs Officer
Office of Economic and Development
Affairs
Bureau of International Organization
Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Ms Marianne MC ELROY
International Relations Advisor
OECD and IICA Liaison
International Cooperation and
Development
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, D.C.

Mrs Lillian DE VALCOURT-AYALA
Public Affairs Officer
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

ZAMBIA - ZAMBIE

Representative
Ben KAPITA
Minister for Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Alternate(s)
Julius J. SHAWA
Director
Policy and Planning Department
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Alfred SUMANI
Principal Agricultural Research Officer
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

Alick DAKA
Principal Field Crops Agronomist
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Lusaka

**EUROPEAN COMMUNITY (MEMBER
ORGANIZATION) –
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
(ORGANISATION MEMBRE) -
COMUNIDAD EUROPEA
(ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

Représentant
Luis RITTO
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Suppléant(s)
Renaud-François MOULINIER
Premier Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Mme Soline DE VILLARD
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Mme Maryse COUTSOURADIS
Attaché
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Thierry NÈGRE
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Mlle Sara HOLST
Délégation de la Commission européenne
auprès du Saint-Siège et des Organisations
des Nations Unies
Rome

المراقبون من الدول الأعضاء بالمنظمة التي ليست أعضاء في المجلس

非理事会成员的成员国观察员

**OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT MEMBERS OF THE COUNCIL
OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES NE SIÉGEANT PAS AU CONSEIL
OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS QUE NO SON MIEMBROS DEL
CONSEJO**

AFGHANISTAN - AFGANISTÁN

Abdul Razak AYAZI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Valerí Ivanovich BELSKY
Director
Centre of Agrarian Economics
Institute of Economics of the National
Academy of Science
Minsk

ARGENTINA - ARGENTINE

Sra. María DEL CARMEN SQUEFF
Consejero
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Andrei Mikhailovich LOZOVIK
Counsellor
Embassy of the Republic of Belarus
Rome

Dmitry Yurievich YARMOLYUK
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

AUSTRIA - AUTRICHE

Johannes KRESBACH
Division III/3, Officer for FAO and OECD
Affairs
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment and Water Management
Vienna

Ms Natalie FEISTRITZER
Counsellor (Agricultural Affairs)
Permanent Representative to FAO
Rome

BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

John CORNET D'ELZIUS
Ministre Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

**BOSNIA AND HERZEGOVINA -
BOSNIE-HERZÉGOVINE - BOSNIA Y
HERZEGOVINA**

BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS

Mrs Nadezhda KOTKOVETS
First Deputy Minister of Agriculture and
Food
Minsk

Aleksei SKRIPKO
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Midhat HARACIC'
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Tamara DOGO KOVACEVIC
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

BOTSWANA

Edison Nyalalani WOTHO
Acting Director
Department of Crop Production
Ministry of Agriculture
Gaborone

BULGARIA - BULGARIE

Krassimir KOSTOV
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative to FAO
Rome

BURKINA FASO

Mamadou SISSOKO
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Boubakar CISSÉ
Conseiller économique
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

BURUNDI

Léopold NDAYISABA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Jean-Pierre KANTUNGAKO
Premier Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

CHAD - TCHAD

Albert PAHIMI PADAKET
Ministre de l'agriculture
N'Djaména

Oumar PATCHA
Directeur de la Production agricole
Ministère de l'agriculture
N'Djaména

Outman IBET
Directeur de la Formation
Ministère de l'agriculture
N'Djaména

COLOMBIA - COLOMBIE

Francisco José Coy GRANADOS
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Sra. Carolina CAMACHO VERGARA
Directora de Política Sectorial
Ministerio de Agricultura y Desarrollo
Rural
Bogotá D.C.

Juan Carlos SÁNCHEZ
Primer Secretario
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

COSTA RICA

Sra. Yolanda GAGO DE SINIGAGLIA
Ministro Consejero
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma

Sra. Greta PREDELLA
Asistente
Representación Permanente de la República
de Costa Rica ante la FAO
Roma

CROATIA - CROATIE - CROACIA

Tomislav VIDOSEVIC
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Mrs Vesna TERZIC
Minister Plenipotentiary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Mrs Zlata PENIC IVANKO
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

George F. POULIDES
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Gabriel ODYSSEOS
Attaché (Agriculture)
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

**CZECH REPUBLIC –
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE –
REPÚBLICA CHECA**

Mrs Helena BAMBASOVÁ
Deputy Minister
Ministry of Foreign Affairs
Prague

Mrs Daniela MOYZESOVÁ
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Mrs Andrea PONDELICKOVÁ
Director-General
Department of Relations with the European
Union
Ministry of Agriculture
Prague

Mrs Marta TEPLÁ
Director of Trade and International
Cooperation Department
Ministry of Agriculture
Prague

Jirí MUCHKA
Secretary of the Czech National Committee
for Cooperation with FAO
Ministry of Agriculture
Prague

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC
OF KOREA –
RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE -
REPÚBLICA POPULAR
DEMOCRÁTICA DE COREA**

YUN SU CHANG
Minister
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

RI YONG HO
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE
CONGO –
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU
CONGO –
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL
CONGO**

Albert TSHISELEKA FELHA
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Innocent MOKOSA MANDENDE
Ministre Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

**DENMARK - DANEMARK -
DINAMARCA**

Søren SKAFTE
Minister
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Henrik KROELL
Head of Department
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries
Copenhagen

**DOMINICAN REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE -
REPÚBLICA DOMINICANA**

Mario ARVELO CAAMAÑO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Srta Yanina GRATEREAUX
Ministra Consejera
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

ECUADOR - ÉQUATEUR

Sra. Mónica MARTÍNEZ MEDUIÑO
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Sra. Patricia BORJA
Segundo Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

ESTONIA - ESTONIE

Ilmar MÄNDMETS
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPIÁ

Abreha Gebray Aseffa ASEFFA
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Veli-Pekka TALVELA
Director-General
International Affairs Unit
Ministry of Agriculture and Forestry
Valtioneuvosto

Ms Heidi PIHLATIE
Minister Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Marja-Liisa TAPIO-BISTRÖM
Senior Officer
International Affairs Unit
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Ms Markus SCHULMAN
Senior Officer
International Affairs Unit
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Jyri OLLILA
Agricultural Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Pekka HIRVONEN
Attaché
Department for Global Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Helsinki

Ms Pauliina UPLA
Trainee
Embassy of the Republic of Finland
Rome

Jean-Pierre SABSOUB
Administrator
European Union Council Secretariat
Brussels

Ms Dorothée JUFFERN
Administrator
European Union Council Secretariat
Brussels

GABON - GABÓN

Mme Ivone ALVES DIAS DA GRAÇA
Premier Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

GHANA

Kwaku NICOL
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

GREECE - GRÈCE - GRECIA

Anastassis MITSIALIS
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Emmanuel MANOUSSAKIS
Minister Plenipotentiary (Agricultural
Affairs)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

GUATEMALA

Francisco Eduardo BONIFAZ
RODRÍGUEZ
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Sra. Ileana RIVERA DE ANGOTTI
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Sra. María Isabel NOLCK BERGER
Primer Sercretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

GUINEA - GUINÉE

El-Hadj Thierno Mamadou Cellou
DIALLO
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Abdoulaye TRAORE
Conseiller économique
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

HAITI - HAÏTI - HAITÍ

Yvon SIMÉON
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Emmanuel CHARLES
Ministre Conseiller
Ambassade de la République d'Haïti
Rome

Carl Benny RAYMOND
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

HONDURAS

Mayra REINA DE TITTA
Consejero
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Mr Fülöp BENEDEK
Secretary of State
Chairman, Hungarian National Committee
for UN Food and Agricultural Agencies
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Budapest

Mrs Mariann KOVÁCS
Vice Director-General
Department of EU Coordination and
International Relations
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Budapest

Zoltán KÁLMÁN
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Zoltán LEHEL
Advisor
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Budapest

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

Jón Erlingur JÓNASSON
Counsellor
Ministry of Foreign Affairs
Reykjavik

Ms Federica FRASCA
Embassy of the Republic of Iceland
Rome

IRAQ - العراق

Akram H. AL-JAFF
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

أكرم الجاف
السفير والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Khaldoon A. ABDUL RAHMAN
Counsellor
Ministry of Foreign Affairs
Baghdad

خلدون عبد الحميد عبد الرحمن
مستشار
وزارة الخارجية
بغداد

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Seán O'HUIGINN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Padraic DEMPSEY
First Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Sharon MURPHY
Deputy Head
Economics and Planning Division
Department of Agriculture and Food
Dublin

JORDAN - JORDANIE - JORDANIA - الأردن

Radi Abdulmajeed TARAWNEH
Ministry of Agriculture
Amman

راضي عبد المجيد الطراونة
وزارة الزراعة- الأمين العام
عمان

Mohammed WREIKAT
Ministry of Agriculture
Amman

محمد وريكات
وزارة الزراعة
عمان

Qais SHQAIR
First Secretary
Embassy of the Hashemite Kingdom of
Jordan
Rome

قايس شقير
السكرتير الأول
سفارة المملكة الأردنية الهاشمية، روما

KENYA

Romano M. KIOME
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture
Nairobi

Ms Ann Belinda NYIKULI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Julius KIPTARUS
Director of Livestock Development
Ministry of Agriculture
Nairobi

Ms Beatrice K'INGORI
Acting Deputy Director of Agriculture
Ministry of Agriculture
Nairobi

Peter O. MANGITI
Deputy Director of Water Services
Ministry of Agriculture
Nairobi

Ephraim M. MUCHIRI
Deputy Conservator of Forests
Ministry of Agriculture
Nairobi

John Keli WAMBUA
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Joseph Kimani MBURU
Attaché (Agricultural Affairs)
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

KUWAIT - KOWEÏT - الكويت

Sheikh Ali Khaled AL-JABER AL-SABAH
Director
Economic Department
Ministry of Foreign Affairs
Kuwait City

الشيخ علي خالد الجابر الصباح
المدير، إدارة الاقتصاد،
وزارة الشؤون الخارجية
مدينة الكويت

Mrs Lamyia Ahmed AL-SAQQAF
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

لمياء أحمد السقاف
المستشارة والممثلة الدائمة لدى المنظمة
روما

LESOTHO

Jonas SPONKIE MALEWA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Mrs Mamosala Semakaleng SHALE
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

LIBERIA - LIBÉRIA

Christopher TOE
Minister for Agriculture
Monrovia

Mrs Musu Jatu RUHLE
Counsellor
Chargé d'Affaires a.i.
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA - JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE - JAMAHIRIJA ÁRABE LIBIA – الجمهورية العربية الليبية

Abu Baker Al-Mabrouk AL-MANSOURI
Secretary of the General People's
Committee of the Secretariat for
Agriculture, Animal Wealth and Marine
Resources
Tripoli

أبو بكر المبروك المنصوري
أمين اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة الحيوانية
والموارد البحرية
طرابلس

Abdalla Abdulrahman ZAIED
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

عبد الله عبد الرحمن زايد
السفير والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Seraj Addin S.A. ESSA
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

سراج الدين عيسى
المستشار والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Bashir GSHERA
Director of Agriculture Pest Control Centre
The Secretariat for Agriculture, Animal
Wealth and Marine Resources
Tripoli

بشير قشيرة
مدير عام مركز مقاومة الآفات الزراعية
أمانة الزراعة والثروة الحيوانية والموارد البحرية
طرابلس

Ahmed AWAD
The Secretariat for Agriculture, Animal
Wealth and Marine Resources
Tripoli

أحمد عواد
أمانة الزراعة والثروة الحيوانية والموارد البحرية
طرابلس

Ibrahim BEN SASSI
Director
Technical Cooperation Office
The Secretariat for Agriculture, Animal
Wealth and Marine Resources
Tripoli

إبراهيم بن ساسي
مدير، مكتب التعاون الفني
أمانة الزراعة والثروة الحيوانية والموارد البحرية
طرابلس

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Arturas GAILIUNAS
Counsellor
Chargé d'Affaires a.i.
Alternate Permanent Representative to
FAO

Ms Regina GIRDVAITYTE
Chief Specialist
EU Affairs and International Relations
Department
Ministry of Agriculture
Vilnius

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

Jean FALTZ
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Frank BIEVER
Premier Secrétaire
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA

Dato' Lily ZACHARIAH
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Johari BIN RAMLI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Amri BIN ISMAIL
Assistant Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

MAURITANIA - MAURITANIE - موريتانيا

Yahya NGAM
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

يحيى نجم
السفير والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Mme Marièm MINT MOHAMED
AHMEDOU
Premier Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

مريم محمد أحمدو
المستشار الأول والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

MAURITIUS - MAURICE - MAURICIO

Denis CANGY
Consul
Consulate of the Republic of Mauritius
Rome

MOLDOVA

Dumitru BRINZILA
Head of International Relations and
European Integration Division
Ministry of Agriculture and Food Industry
Chisinau

George AVORIC
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

MONGOLIA - MONGOLIE

Khanimkhan IVIRAI
Director
International Cooperation Department
Ministry of Food and Agriculture
Ulan Bator

Vaanchig PUREVDORJ
Second Secretary
Permanent Mission of Mongolia to the
Office of the United Nations in Geneva
Geneva

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS -
المغرب**

Tajeddine BADDOU
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

تاج الدين بدو
السفير والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Mohamed AIT HMID
Ministre plénipotentiaire
Représentant permanent adjoint auprès de
la FAO
Rome

محمد أيت حميد
الوزير المفوض والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Mme Wafaa ZNIBER
Conseiller
Ambassade du Royaume du Maroc
Rome

وفاء زنيبر
مستشار
سفارة المملكة المغربية
روما

MOZAMBIQUE

Boaventura NUVUNGA
National Director of Agrarian Services
Ministry of Agriculture
Maputo

Ms Laurinda Saide F. BANZE
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

MYANMAR

Than TUN
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Hlaing MYINT OO
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**NEW ZEALAND –
NOUVELLE-ZÉLANDE –
NUEVA ZELANDIA**

Neil FRASER
Manager
International Liaison Policy Service
Ministry of Agriculture and Forestry
Wellington

NICARAGUA

Piero COEN MONTEALEGRE
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Sra. Amelia SILVA CABRERA
Ministro Consejero
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

NIGER - NÍGER

Mme Mireille Fatouma AUSSEIL
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Adam Maiga ZAKARIAOU
Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA

Arne B. HØNNINGSTAD
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Daniel VAN GILST
Second Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Anne MEE LØNSTAD
Trainee
Royal Norwegian Embassy
Rome

PARAGUAY

Liz Haydee CORONEL CORREA
Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Ryszard WOJTAL
Minister Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

PORTUGAL

Ms Carla SARAGOÇA
First Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

QATAR - قطر

Soltan Saad S.K. AL-MORAIKHI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

سلطان سعد المريخي
السفير والممثل الدائم لدى المنظمة
روما

Ahmed Ibrahim Al-Abdulla AL-
ABDULLA
Minister Plenipotentiary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

أحمد إبراهيم العبدالله
الوزير المفوض والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Sheikh Khalid bin Hamad AL-THANI
First Secretary
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

الشيخ خالد بن حمد آل ثاني
السكرتير الأول والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
روما

Akeel EL KHALDI
Expert
International Organizations Affairs
Embassy of the State of Qatar
Rome

عقيل الخالدي
خبير
شؤون المنظمات الدولية
سفارة دولة قطر
روما

**RUSSIAN FEDERATION –
FÉDÉRATION DE RUSSIE -
FEDERACIÓN DE RUSIA**

Alexey Y. MESHKOV
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Alexander A. TITARENKO
Counsellor (Relations with FAO and WFP)
Embassy of the Russian Federation in Italy
Rome

Gennady A. KISSELEV
First Secretary
Department of International Organizations
Ministry of Foreign Affairs
Moscow

Arsen M. VARTANIAN
Second Secretary
Embassy of the Russian Federation in Italy
Rome

Nikolai I. RUBSTOV
Expert on Fishery
Embassy of the Russian Federation in Italy
Rome

SAN MARINO - SAINT-MARIN

Mrs Daniela ROTONDARO
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

SENEGAL - SÉNÉGAL

Papa Cheikh Saadibou FALL
Ambassadeur
Représentant permanent auprès de la FAO
Rome

Alassane WELE
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant auprès
de la FAO
Rome

Moussa NIANG
Chef de la cellule Études et information
Commissariat à la sécurité alimentaire
Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique
rurale et de la sécurité alimentaire
Dakar

SIERRA LEONE - SIERRA LEONA

Elio PACIFICO
Consul General
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

**SLOVAKIA - SLOVAQUIE -
ESLOVAQUIA**

Ms Barbora HELLEBRANDTOVA
Secretary of FAO National Committee
Ministry of Agriculture
Bratislava

Milan KOVÁČ
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

**SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD -
SUDÁFRICA**

Lenin MAGIGWANE SHOPE
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Mrs Margaret MOHAPI
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Masiphula MBONGWA
Director-General
Department of Agriculture and Land
Affairs
Pretoria

Bongeka MDLELENI
Personal Assistant to the Director-General
Department of Agriculture and Land
Affairs
Pretoria

Thapsana MOLEPO
International Relations
Department of Agriculture and Land
Affairs
Pretoria

D. MASHABANE
Director
Humanitarian Affairs
Department of Foreign Affairs
Pretoria

Duncan M. SEBEFELO
Deputy Director Multilateral
Department of Foreign Affairs
Pretoria

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Santiago MÉNENDEZ DE LUARCA Y
NAVIA-OSORIO
Subsecretario de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

José Luis DICENTA BALLESTER
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma

Eduardo IBÁÑEZ LÓPEZ-DÓRIGA
Ministro Consejero
Embajada de España
Roma

Juan José GRANADO MARTÍN
Secretario General Técnico
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Sra. Alicia VILLALBA IGLESIAS
Subdirectora General de Relaciones
Agrarias Internacionales
Secretaría General Técnica
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Rosa FERNÁNDEZ DE LEÓN
Jefa de Gabinete
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Sra. María del Pilar VILLALBA CORTIJO
Jefa de Servicio de Programación Agraria
Internacional
Subdirección General de Relaciones
Agrarias Internacionales
Secretaría General Técnica
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid

Ernesto RÍOS LÓPEZ
Consejero
Representante Permanente Adjunto ante la
FAO
Roma

Angel OROZCO GÓMEZ
Agregado
Representante Permanente Alternativo ante la
FAO
Roma

Pablo Bernardos HERNÁNDEZ
Técnico
Representación Permanente de España ante
la FAO y el PMA
Roma

Sra. Rosa Delia BLANCO TERÁN
Presidenta de la Comisión, Grupo
Parlamentario Socialista
Madrid

Sra. Clemencia TORRADO REY
Portavoz del Grupo Parlamentario
Socialista
Madrid

Gonzalo ROBLES OROZCO
Portavoz de la Comisión, Grupo
Parlamentario Popular
Madrid

Ignacio GUTIÉRREZ CASSILLAS
Letrado de las Cortes Generales
Madrid

Sra. Rosa JUÁREZ HIDALGO
 Administrador
 Dirección de Relaciones Parlamentarias
 Madrid

Vera SOLER DEL CAMPO
 Consejera
 Embajada de España
 Roma

SRI LANKA

Mrs Saranya Hasanthi Urugodawatte
 DISSANAYAKE
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

SUDAN - SOUDAN - SUDÁN - السودان

Mohamed ELTAYEB ELFAKI ELNOR
 Counsellor
 Permanent Representative to FAO
 Rome

محمد الطيب الفقي النور
 المستشار والممثل الدائم لدى المنظمة
 روما

SWAZILAND - SWAZILANDIA

Noah M. NKAMBULE
 Principal Secretary
 Ministry of Agriculture and Co-operatives
 Mbabane

Patrick K. LUKHELE
 Director of Agriculture
 Ministry of Agriculture and Cooperatives
 Mbabane

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Hans-Jörg LEHMANN
 Responsable de l'Unité écologie
 Office fédéral de l'agriculture
 Département fédéral de l'économie
 Berne

Mme Barbara EKWALL
 Chef du Service controlling et sécurité
 alimentaire
 Direction du développement et de la
 coopération
 Département fédéral de l'économie
 Berne

Hubert POFFET
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

SYRIAN ARAB REPUBLIC - RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE - REPÚBLICA ÁRABE SIRIA - الجمهورية العربية السورية

Ms Souha JAMALI
 Minister Plenipotentiary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

سها جمال
 الوزير المفوض والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

TOGO

Yves Madow NAGOU
 Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de
 la pêche
 Lomé

Akla-Esso AROKOUM
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de
 la pêche
 Lomé

TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ - تونس

Abdelhamid ABID
 Conseiller des affaires étrangères
 Chargé du dossier de la coopération de la
 Tunisie avec les Institutions Multilatérales
 établies à Rome
 Représentant permanent suppléant auprès
 de la FAO
 Rome

عبد الحميد عبيد
 مستشار الشؤون الخارجية
 مسؤول عن شؤون التعاون بين تونس والمؤسسات
 المتعددة الأطراف التي توجد مقارها في روما
 الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة
 روما

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Ayhan BARAN
 Acting Section Director
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Ankara

Yüksel YÜCEKAL
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

UKRAINE - UCRANIA

Mrs Oksana DRAMARETSKA
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to
 FAO
 Rome

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA -
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE -
REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

Mohamed Said MUYA
 Deputy Permanent Secretary
 Ministry of Agriculture Food Security and
 Cooperatives
 Dar-es-Salaam

Wilfred NGIRWA
 Minister Plenipotentiary
 Embassy of the United Republic of
 Tanzania
 Rome

Mrs Annunciata NJOMBE
 Director
 Livestock Products and Markets
 Ministry of Livestock Development
 Dar-es-Salaam

Arthur DALLU
 Acting Director of Forestry
 Ministry of Tourism and Natural Resources
 Dar-es-Salaam

Geoffrey NANYARO
 Director of Fisheries
 Ministry of Tourism and Natural Resources
 Dar-es-Salaam

Emmanuel ACHAYO
 Acting Director of Planning and Policy
 Ministry of Agriculture and Food Security
 Dar-es-Salaam

Desdery RWEZAULA
 Principal Economist
 Ministry of Livestock Development
 Dar-es-Salaam

Ms Mwanaidi MLOLWA
 Principal Fisheries Officer
 Ministry of Tourism and Natural Resources
 Dar-es-Salaam

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC
OF) –
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE
BOLIVARIENNE DU) –
VENEZUELA (REPÚBLICA
BOLIVARIANA DE)**

Sra. Adriana GOTTBERG
 Ministro Consejero
 Encargada de Negocios a.i.
 Embajada de la República Bolivariana de
 Venezuela
 Roma

Sra. Mariela MANCINI
 Consejero
 Embajada de la República Bolivariana de
 Venezuela
 Roma

VIET NAM

QUANG MINH BUI
Counsellor
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome

Michael Muchenje NYERE
Counsellor
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

ZIMBABWE

Mary Margaret MUCHADA
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

الكرسي الرسولي

教廷

HOLY SEE
SAINT-SIÈGE
SANTA SEDE

The Right Reverend Monsignor Renato VOLANTE
Permanent Observer to FAO
Vatican City

Vincenzo BUONOMO
Alternate Observer to FAO
Vatican City

Giovanni TEDESCO
Adviser
Vatican City

جماعة فرسان مالطة

马耳他自治社

SOVEREIGN ORDER OF MALTA
ORDRE SOUVERAIN DE MALTE
SOBERANA ORDEN DE MALTA

Giuseppe BONANNO DI LINGUAGLOSSA
Ambassadeur
Observateur auprès de la FAO
Rome

Mme Claude FORTHOMME
Conseiller technique
Rome

ممثلو منظمة الأمم المتحدة ووكالاتها المتخصصة

联合国和各专门机构的代表

REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
REPRESENTANTES DE NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA ATÓMICA

Qu LIANG

Director

Joint FAO/IAEA Division of Nuclear Techniques in Food and Agriculture

Vienna

UNITED NATIONS
ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS

Anne ROGERS

Senior Economic Affairs Officer

Division for Sustainable Development

Department of Economic and Social Affairs, United Nations

New York

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO INDUSTRIAL

Ahmed Rafik BEN BRAHIM

Director

Agro-Industries and Sectoral Support Branch

Focal Point for UNIDO-FAO Cooperation

Vienna

WORLD FOOD PROGRAMME
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS

Ms Sheila SISULU

Deputy Executive Director

Policy and External Affairs Department

Rome

Ms Lubna ALAMAN

Chief

Inter-Agency Affairs

Division of External Relations

Rome

Ms Claudia VON ROEHL
Secretary to the Executive Board
Executive Board Secretariat
Rome

Ms Katharina GOLLA
External Relations Officer
Division of External Relations
Rome

Ms Evelynne TOGBE OLORY
Assistant Secretary to the Executive Board
Rome

المراقبون من المنظمات الحكومية الدولية

政府间组织观察员

**OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES**

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR AGRICULTURAL COOPERATION
INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACIÓN PARA LA AGRICULTURA**

Christopher HANSEN
Subdirector General Adjunto
Dirección de Relaciones Estratégicas y Representante del IICA en los Estados Unidos de América
Washington, D.C.

Sra. Carmen LÓPEZ
Coordinadora de la Oficina Permanente del IICA para Europa en España
Madrid

**LEAGUE OF ARAB STATES
LIGUE DES ÉTATS ARABES
LIGA DE LOS ESTADOS ÁRABES - جامعة الدول العربية**

Walid AL GARGANI
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome

Fathi ABU ABED
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

**WORLD ORGANIZATION FOR ANIMAL HEALTH
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE SANIDAD ANIMAL**

Jean Luc ANGOT
Directeur général adjoint
Paris

المراقبون من المنظمات غير الحكومية
非政府组织观察员

**OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

FIAN INTERNATIONAL - FOOD FIRST INFORMATION AND ACTION NETWORK

Ms Åshild SOLGAARD
Norway

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF FAMILY MOVEMENTS OF RURAL TRAINING
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS FAMILIAUX DE FORMATION
RURALE
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE LOS MOVIMIENTOS FAMILIARES DE
FORMACIÓN RURAL**

Aimé Franz CAEKELBERGH
Vice-Président et Chargé des relations internationales
Paris

**INTERNATIONAL COOPERATIVE ALLIANCE
ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE
ALIANZA COOPERATIVA INTERNACIONAL**

Ms Gianna PERRA
Observer
Rome

**INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN
CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES
CONSEJO INTERNACIONAL DE MUJERES**

Mrs Lydie ROSSINI VAN HISSENHOVEN
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL FEDERATION FOR HOME ECONOMICS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR L'ÉCONOMIE FAMILIALE
FEDERACIÓN INTERNACIONAL PARA LA ECONOMÍA FAMILIAR**

Ms Francesca RONCHI PROJA
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE PRODUCTORES AGRÍCOLAS**

Nils FÄRNERT
Advisor
Sweden

**INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'AGRICULTURE
BIOLOGIQUE
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE LOS MOVIMIENTOS DE AGRICULTURA
BIOLÓGICA**

Ms Cristina GRANDI
Coordinator
Rome

**INTERNATIONAL FERTILIZER INDUSTRY
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE L'INDUSTRIE DES ENGRAIS
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE LA INDUSTRIA DE LOS FERTILIZANTES**

Narciso SALVO DI PIETRAGANZILI
President ASSOFERTILIZZANTI
Rome

**INTERNATIONAL MOVEMENTS OF CATHOLIC AGRICULTURAL AND RURAL
YOUTH
MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE AGRICOLE ET RURALE
CATHOLIQUE
MOVIMIENTO INTERNACIONAL DE LA JUVENTUD AGRARIA Y RURAL CATÓLICA**

George Dixon FERNANDEZ
International President
Brussels

**INTERNATIONAL PLANNING COMMITTEE FOR FOOD SOVEREIGNTY
COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DES ONG/OSC POUR LA
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE
COMITÉ INTERNACIONAL DE PLANIFICACIÓN DE LAS ONG/OSC PARA LA
SOBERANÍA ALIMENTARIA**

Antonio ONORATI
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Beatrice GASCO
Permanent Representative to FAO
Rome

**INTERNATIONAL UNION OF FAMILY ORGANIZATIONS
UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES FAMILIAUX
UNIÓN INTERNACIONAL DE ORGANISMOS FAMILIARES**

Sandro VOTA
Permanent Representative to FAO
Rome

INTERNATIONAL YOUTH FORUM FOR THE WORLD FOOD SUMMIT

Alvaro MENDES
Permanent Representative to FAO
Rome

ROTARY INTERNATIONAL

Marco RANDONE
Permanent Representative to FAO
Rome

Antonio LICO
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome

**WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR PEACE AND FREEDOM
LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ
LIGA INTERNACIONAL DE MUJERES PRO PAZ Y LIBERTAD**

Mrs Bruna MAGNANI LOMAZZI
Permanent Representative to FAO
Rome

WORLD CONFERENCE OF RELIGIONS FOR PEACE

Armando BERNARDINI
Permanent Representative to FAO
Rome

**WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE
FEDERACIÓN SINDICAL MUNDIAL**

Mme Annalaura CASADEI
Représentante permanente auprès de la FAO
Rome

WORLD ORGANIZATION OF THE SCOUT MOVEMENT

Paolo ROZERA
Permanent Representative to FAO
Rome

ANNEXE C
LISTE DES DOCUMENTS

CL 131/1 Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté
CL 131/2	Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2006
CL 131/3	État d'avancement de l'Évaluation externe indépendante de la FAO
CL 131/4	Composition du Conseil d'administration du PAM
CL 131/4-Sup.1	Composition du Conseil d'administration du PAM
CL 131/5	Rapport de la quatre-vingtième session du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) (Rome, octobre 2006)
CL 131/6	Rapport de la trente-deuxième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (Rome, octobre-novembre 2006)
CL 131/7	Rapport de la cent quinzième session du Comité financier (Rome, septembre 2006)
CL 131/8	Rapport de la cent douzième session du Comité financier (Rome, février 2006)
CL 131/9	Rapport de la cent treizième session du Comité financier (Rome, mai 2006)
CL 131/10	Rapport de la cent quatorzième session du Comité financier (Rome, juin 2006)
CL 131/11	Rapport de la quatre-vingt-quinzième session du Comité du Programme (Rome, mai 2006)
CL 131/12	Rapport de la quatre-vingt-seizième session du Comité du Programme (Rome, septembre 2006)
CL 131/13	Rapport de la Réunion conjointe du Comité du Programme et du Comité financier (Rome, mai 2006)
CL 131/14	Rapport de la Réunion conjointe du Comité du Programme et du Comité financier (Rome, septembre 2006)
CL 131/15	Résultats et suivi par la FAO de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) (Porto Alegre, Brésil, 7-10 mars 2006)
CL 131/16	Demandes d'admission à la qualité de membre de l'Organisation
CL 131/17	Faits nouveaux à l'échelon international concernant la gestion des pesticides
CL 131/18	Mise en oeuvre des décisions de la Conférence et propositions du Directeur général
CL 131/18 Corr.1	
CL 131/18 Add.1	
CL 131/18 Add.1-Corr.1	
CL 131/19	Rapport de la cent seizième session du Comité financier (octobre 2006)

Série C 2007

C 2007/5 A	Comptes vérifiés de la FAO 2004-2005
C 2007/5 B	Comptes vérifiés de la FAO 2005-2005 – Rapport du Commissaire aux comptes
C 2007/8	Rapport sur l'exécution du Programme 2004-2005
C 2007/INF/10	Rapport annuel du Conseil d'administration du PAM au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO sur ses activités en 2005

Série CL 131/INF

CL 131/INF/1	Calendrier provisoire
CL 131/INF/2	Liste provisoire des délégués et observateurs
CL 131/INF/3	Liste provisoire des documents
CL 131/INF/4	Synthèse des principales recommandations des Conférences régionales de 2006
CL 131/INF/5	Changements dans la représentation des États Membres au Comité du Programme et au Comité financier
CL 131/INF/6	Déclaration relative aux compétences et au droit de vote soumise par la Communauté européenne (CE) et par ses États Membres
CL 131/INF/7	Application des décisions prises par le Conseil à ses cent vingt-neuvième et cent trentième sessions
CL 131/INF/8	Rapport de la première session de l'Organe directeur du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
CL 131/INF/9	Autres mesures visant à renforcer l'appui du système des Nations Unies au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (JIU/REP/2005/8)
CL 131/INF/10	Quelques mesures pour améliorer l'action du système des Nations Unies dans les pays: bref historique de la réforme dans le domaine du développement (JIU/REP/2005/2 Parties I et II)
CL 131/INF/11	Politiques des organismes du système des Nations Unies pour l'utilisation des logiciels libres dans les Secrétariats (JIU/REP/2005/3)
CL 131/INF/12	Un système de paie commun pour les organismes des Nations Unies (JIU/REP/2005/4)
CL 131/INF/13	Lacunes des mécanismes de contrôle au sein du système des Nations Unies (JIU/REP/2006/2)
CL 131/INF/14	Éléments pour la sélection des emplacements des nouveaux bureaux sous-régionaux dans le cadre de la réforme

Série CL 131/LIM

CL 131/LIM/1	État des contributions au 17 novembre 2006
CL 131/LIM/1-Add.1	Additif à l'État des contributions au 17 novembre 2006
CL 131/LIM/2	Calendrier des sessions des organes directeurs de la FAO et des autres réunions principales 2007-2008

Série CL 131/REP

CL 131/REP/1 à
CL 131/REP/17.3

Projets de rapport du Conseil

Série CL 131/PV

CL 131/PV/1 à
CL 131/PV/11

Comptes rendus *in extenso* du Conseil

Série CL 131/OD

CL 131/OD/1 à
CL 131/OD/6

Programmes des séances

ANNEXE D

**BARÈME NET DES TRAITEMENTS DES AGENTS DES SERVICES GÉNÉRAUX DES ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES AYANT
LEUR SIÈGE À ROME (À COMPTER DU 1^{ER} NOVEMBRE 2005)
(EN EUROS PAR AN)**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
G-1	26,439	27,222	28,005	28,788	29,571	30,354	31,137	31,920	32,703	33,486	34,269	35,052	35,835	36,618	37,401
G-2	28,024	28,977	29,930	30,883	31,836	32,789	33,742	34,695	35,648	36,601	37,554	38,507	39,460	40,413	41,366
G-3	29,988	31,131	32,274	33,417	34,560	35,703	36,846	37,989	39,132	40,275	41,418	42,561	43,704	44,847	45,990
G-4	32,688	34,025	35,362	36,699	38,036	39,373	40,710	42,047	43,384	44,721	46,058	47,395	48,732	50,069	51,406
G-5	36,277	37,816	39,355	40,894	42,433	43,972	45,511	47,050	48,589	50,128	51,667	53,206	54,745	56,284	57,823
G-6	41,721	43,473	45,225	46,977	48,729	50,481	52,233	53,985	55,737	57,489	59,241	60,993	62,745	64,497	66,249
G-7	47,976	50,001	52,026	54,051	56,076	58,101	60,126	62,151	64,176	66,201	68,226	70,251			

- i. Allocation pour personne à charge
791 € par an – pour le personnel remplissant les conditions requises et bénéficiant déjà de l'allocation avant le 1er novembre 2005; 646 € par an – pour le personnel remplissant les conditions requises et recruté à partir du 1er novembre 2005;
- ii. Allocation pour enfant à charge de 1 209 € par an;
- iii. Allocation pour personne indirectement à charge de 507 € par an.

ANNEXE E

CALENDRIER DES SESSIONS DES ORGANES DIRECTEURS DE LA FAO ET DES AUTRES RÉUNIONS PRINCIPALES 2007-2008

	2007		2008	
JANVIER				
FÉVRIER	ECOSOC 1 FIDA/CG PAM	6 12-16 19-23	ECOSOC 1 FIDA/CG PAM	5 11-15 18-22
MARS	27 COFI RM pêches RM forêts 18 COFO	5-9 10 (provisoire) 12 (provisoire) 13-16	29 NERC 83 CQCJ 25 ARC	1-5 17-18 31 mars - 4 avril
AVRIL	81 CQCJ FIDA/CA 66 CP 20 COAG	4-5 16-20 23-25 25-28	30 LARC FIDA/CA	14-18 21-25
MAI	33 CSA 117 FC 97 PC	7-10 21-25 21- 25	29 APRC 99 PC 119 FC	19-23 26-30 26-30
JUIN	PAM 132 CL	4 - 8 18-22	PAM 26 ERC	9-13 23-27
JUILLET	ECOSOC 2	..	ECOSOC 2	..
AOÛT				
SEPTEMBRE	118 FC 98 PC FIDA/CA UNGA 82 CQCJ	3-7 3-7 10-14 18 27-28	FIDA/CA UNGA 84 CQCJ	8-12 16 29-30
OCTOBRE	JMA PAM	16 (mardi) 22-26	120 FC 100 PC JMA 34 CSA PAM	6-10 6-10 16 (jeudi) 21-24 27-31
NOVEMBRE	133 CL 34 C 134 CL	14-16 17- 24 26	135 CL	17-21 (provisoire)
DÉCEMBRE	FIDA/CA	10-14	FIDA/CA	15-19

Pâques: 8 avril 2007
 Ramadan (début): 13 septembre 2007
 Eid Al-Fitr: 13 octobre 2007
 Eid Al-Adha: 20 décembre 2007

Pâques: 23 mars 2008
 Ramadan (début): 2 septembre 2008
 Eid Al-Fitr: 2 octobre 2008
 Eid Al-Adha: 9 décembre 2008

APRC Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
 ARC Conférence régionale pour l'Afrique
 C Conférence
 CL Conseil
 COAG Comité de l'agriculture
 COFI Comité des pêches
 COFO Comité des forêts
 CP Comité des produits
 CQCJ Comité des questions constitutionnelles et juridiques
 CSA Comité de la sécurité alimentaire mondiale
 ECOSOC Conseil économique et social (1: début de la session d'organisation; 2: début de la session de fond)

ERC Conférence régionale pour l'Europe
 FC Comité financier
 FIDA/CA Conseil d'administration du FIDA
 FIDA/CG Conseil des gouverneurs du FIDA
 JMA Journée mondiale de l'alimentation
 LARC Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes
 NERC Conférence régionale pour le Proche-Orient
 PAM Conseil d'administration du PAM
 PC Comité du Programme
 RM Réunion ministérielle
 UNGA Assemblée générale des Nations Unies (ouverture)

COMITÉ DU PROGRAMME

(novembre 2005 – novembre 2007)

Président

Royaume-Uni (M. Wyatt) ¹

Membres

Afghanistan (A.R. Ayazi)
 Afrique du Sud (Mme V.B. Titi)
 Australie (Mme J. Barfield)
 Canada (J. Melanson)
 Inde (G. Nair) ²

Jamahiriya arabe libyenne (A.A. Zaied) ⁴
 Jamaïque (F.B. Zenny) ³
 Nigéria (G. Lombin)
 Philippines (R.S. Recide)
 République dominicaine (M. A. Caamaño)

¹ Remplacé par V. Heard (Royaume-Uni) à partir de la quatre-vingt-seizième session.

² Remplacé par R. Parasuram à partir de la quatre-vingt-quinzième session.

³ Remplacé par Mme Z. Budhan à partir de la quatre-vingt-seizième session.

⁴ Remplacé par S.A. Essa pour la quatre-vingt-seizième session.

COMITÉ FINANCIER

(novembre 2005 – novembre 2007)

Président

Pakistan (A.A. Khawaja)

Membres

Allemagne (E.W. Hein)
 Côte d'Ivoire (A. Bakayoko)
 Danemark (S. Skafte)
 États-Unis d'Amérique (J.M. Cleverley) ^{1 2}
 Italie (A. Zodda)

Japon (S. Yokoi)
 Paraguay (Mme A.M. Baiardi Quesnel)
 Pérou (R. Seminario)
 Qatar (A.I. Al Abdulla)
 Zimbabwe (Mme V. Takaendesa Mutiro) ³

¹ Remplacé par W. Brakel pour la cent treizième session.

² Remplacé par L. Brudvig pour la cent quatorzième session.

³ Remplacé par Mme Muchada pour les cent quatorzième et cent quinzième sessions.

COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES

(novembre 2005 – novembre 2007)

Belgique
 États-Unis d'Amérique
 Gabon
 Guatemala

Philippines
 République arabe syrienne
 République tchèque

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM 2006

Mandat prenant fin le

Élus par le Conseil de la FAO

Élus par l'ECOSOC

31 décembre 2007

Allemagne (D)
 Canada (D)
 Congo (A)
 Haïti (C)
 Koweït (B) ¹
 Niger (A)

Australie (D)
 Chine (B)
 Cuba (C)
 Éthiopie (A)
 Norvège (D)
 Tunisie (A)

31 décembre 2008

Algérie (A) ²
 Autriche (D)
 Colombie (C)
 République-Unie de Tanzanie (D) ³
 Slovaquie (E)
 Suisse (D)

Indonésie (B)
 Japon (D)
 Mexique (C)
 Royaume-Uni (D)
 Ukraine (E)
 Zimbabwe (A)

31 décembre 2009

États-Unis d'Amérique (D)
 Pakistan (B)
 Pays-Bas (D)
 Pérou (C)
 Philippines (B)
 Zambie (A)

Cap-Vert (A)
 Fédération de Russie (E)
 Inde (B)
 Iran (République islamique d') (B)
 Nouvelle-Zélande (D)
 Suède (D)

¹ Le Koweït a remplacé la Thaïlande au 1^{er} janvier 2006.

² Le Soudan remplace l'Algérie au 1^{er} janvier 2007.

³ Occupe un siège par rotation pour la période 2006-2008.

MEMBRES DE LA FAO (190)

(au 25 novembre 2006)

Afghanistan
Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Allemagne
Angola
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Argentine
Arménie
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Bahamas
Bahreïn
Bangladesh
Barbade
Belgique
Biélorus
Belize
Bénin
Bhoutan
Bolivie
Bosnie-Herzégovine
Botswana
Brésil
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Cameroun
Canada
Cap-Vert
Chili
Chine
Chypre
Colombie
Communauté européenne
(Organisation Membre)
Comores
Congo
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatie
Cuba
Danemark
Djibouti
Dominique
Égypte
El Salvador
Émirats arabes unis
Équateur
Érythrée
Espagne
Estonie
États-Unis d'Amérique
Éthiopie
Ex-République yougoslave
de Macédoine (l')
Fédération de Russie
Fidji
Finlande
France
Gabon
Gambie

Géorgie
Ghana
Grèce
Grenade
Guatemala
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Guyana
Haïti
Honduras
Hongrie
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Irlande
Islande
Israël
Italie
Jamahiriya arabe libyenne
Jamaïque
Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kenya
Kirghizistan
Kiribati
Koweït
Lesotho
Lettonie
Liban
Libéria
Lituanie
Luxembourg
Madagascar
Malaisie
Malawi
Maldives
Mali
Malte
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mexique
Micronésie (États fédérés de)
Monaco
Mongolie
Mozambique
Myanmar
Namibie
Nauru
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Nioué
Norvège
Nouvelle-Zélande
Oman
Ouganda
Ouzbékistan

Pakistan
Palaos
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
Portugal
Qatar
République arabe syrienne
République centrafricaine
République de Corée
République démocratique du Congo
République dém. pop. lao
République de Moldova
République dominicaine
République pop. dém. de Corée
République tchèque
République-Unie de Tanzanie
Roumanie
Royaume-Uni
Rwanda
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Marin
Saint-Vincent-et-les
Grenadines
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Serbie
Seychelles
Sierra Leone
Slovaquie
Slovénie
Somalie
Soudan
Sri Lanka
Suède
Suisse
Suriname
Swaziland
Tadjikistan
Tchad
Thaïlande
Timor-Leste
Togo
Tonga
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Tuvalu
Ukraine
Uruguay
Vanuatu
Venezuela (République
bolivarienne du)
Viet Nam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

ISBN 978-92-5-205613-3 ISSN 0251-5288



TR/M/J8664F/1/11.06/120